



126. Deuxième et troisième édifices du journal *Le Droit*, 1931.

Au début du XX^e siècle, dans la foulée du regroupement des Canadiens français d'Ontario, des vœux sont émis pour qu'un journal orienté vers la défense des objectifs poursuivis par l'ACFEO soit publié. En 1912, le père Charles Charlebois (125) convainc les congressistes de l'ACFEO de la nécessité de fonder un tel journal. On crée alors le Syndicat des Oeuvres Sociales qui publie le premier numéro du journal *Le Droit*, le 27 mars 1913.

Intimement lié à l'Association d'éducation, le quotidien se trouve, dès l'origine, engagé dans l'affaire du règlement 17 et se porte vigoureusement à la défense des intérêts des francophones. Par la suite, il maintient son orientation première et met l'accent sur les questions intéressant la vie des communautés françaises d'Ontario. Au cours des premières années de son existence, *Le Droit* connaît de sérieuses difficultés finan-

cières: les fonds rentrent mal et il survit grâce à des dons et à des campagnes de souscription. Malgré tout, les premiers administrateurs, membres de la communauté des Oblats, parviennent à mettre sur pied des installations décentes: d'abord situés au-dessus d'un garage, sur la rue York, les bureaux du journal sont aménagés, en 1915, dans un nouvel édifice construit au coût de 52 000 \$ et situé à l'angle des rues Georges et Dalhou-

sie. En 1930, *Le Droit* déménage à nouveau dans un nouvel édifice situé au 568 rue Dalhousie (126,127). À cette époque, les conditions financières se sont améliorées. À telle enseigne que, en 1942, le Syndicat des Oeuvres Sociales est en mesure d'acquérir la station radiophonique CKCH de Hull qui dessert, depuis 1933, les communautés françaises des deux rives de l'Outaouais (128).

Le Droit (27 mars 1948)



127. Atelier de composition et de mise en pages du journal *Le Droit*, s.d.

Le Droit (27 mars 1948)



128. L'enregistrement du «Radio-Théâtre Larocque», dans le studio C de la station CKCH. Hull, 1948.

129. *Le Clairon*, Windsor, 2 octobre 1913, première page.

Madeleine de Verchères
à la coupe mondiale-française
en Ontario
ABONNEMENTS:
Canada et États-Unis... \$1.00
Europe... \$1.50
Paiement d'avance

Directeur: Ch.-Ed. LAVERGNE.

Le devoir de tous M. Armand Lacombe au Manitoba

Nous vivons en pays bilingues, et tous les jours nous avons la preuve que le "fair play" est une chose anglaise et une chose française par excellence.
Est-il possible de vivre à cette immense tâche de "fair play" bilingue, quand nous sommes obligés par nos devoirs de Québec, de répondre que sur tous les points et par tous les moyens nous le respectons de nos devoirs de Québec, de répondre que sur tous les points et par tous les moyens nous le respectons de nos devoirs de Québec...

Le député nationaliste de Winnipeg, qui est capitaine de millions de voix dans le pays, a dit un jour dans une salle d'assemblée: "Après le succès remporté par le parti nationaliste, il était bien probable pour l'avenir d'un autre 21-21." En somme, le premier ministre nous donna de la belle et du bon.
Monsieur le maire Clap, qui présidait l'assemblée, avait à son côté les principaux citoyens de Winnipeg et les membres du parti nationaliste d'une façon sympathique.
M. Lavergne dit en commençant son discours en français, et se termina à ses compatriotes qu'il parlait en anglais, sachant bien d'être compris tout de suite par la race latine.

M. George B. Hargis, un Anglais qui a récemment visité le Canada, a écrit un intéressant article de son pays, lorsque se trouvait à court d'idées, veut raconter quelque chose de la vie de son pays.
"Nous, de la province d'Ontario, nous sommes les plus nombreux de ce pays, et nous sommes les plus riches de ce pays."
"Le malheur, c'est qu'un s'en d'importe peu, car on ne s'en d'importe pas, car on ne s'en d'importe pas, car on ne s'en d'importe pas..."

LE CANADA AVANT TOUT?
"Je suis vraiment enchanté de voir que jusqu'à son dernier souffle, il a été un homme de bien, et un homme de bien, et un homme de bien..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."

Notre sympathique collaborateur, M. Armand Lacombe, nous donne un article très intéressant sur le rôle des instituteurs en Ontario.
"Le rôle des instituteurs en Ontario est de plus en plus important, car ils sont les premiers à venir en contact avec les enfants de la nation..."



130. Les fils du sénateur Gustave Lacasse à l'atelier de *La Feuille d'Érable*, Tecumseh, s.d.

PRIX DE L'ABONNEMENT

Les abonnements se font par annuité. Les paiements se font par trimestre. Les abonnements de six mois sont payés d'avance.

L'INTERPRETE

ORGANE DES GROUPES FRANÇAIS D'ONTARIO-EST.

TAUX DES ANNONCES

Table with 3 columns: Type of advertisement, Duration, and Rate. Includes categories like 'Annonces ordinaires', 'Annonces de mariage', etc.

A. A. LEFAVRE ET D. BERTRAND, Editeurs-Propriétaires.

Le plus grand et le plus ancien.

ALFRED EVANSTRELL, Rédacteur.

LES CATHOLIQUES DE PRESBOIT

Le dévouement et le zèle ont été les caractéristiques de nos catholiques de Presboit. Nous allons entreprendre le compte rendu de nos travaux.

Le comte de Prescott

Le comte de Prescott, homme de bien, a été un grand soutien de nos institutions catholiques. Sa générosité a permis de bâtir de nombreuses églises.

Le mariage de M. et Mme. D.

Le mariage de M. et Mme. D. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. E.

Le mariage de M. et Mme. E. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. F.

Le mariage de M. et Mme. F. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. G.

Le mariage de M. et Mme. G. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. H.

Le mariage de M. et Mme. H. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. I.

Le mariage de M. et Mme. I. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

FRUGILETON de "L'INTERPRETE"

UNE DESTINÉE

Une destinée... Le ciel, jusqu'à présent, s'était montré indulgent pour les hommes.

Le mariage de M. et Mme. J.

Le mariage de M. et Mme. J. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. K.

Le mariage de M. et Mme. K. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. L.

Le mariage de M. et Mme. L. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. M.

Le mariage de M. et Mme. M. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. N.

Le mariage de M. et Mme. N. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. O.

Le mariage de M. et Mme. O. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Le mariage de M. et Mme. P.

Le mariage de M. et Mme. P. a été célébré avec toute la pompe et la solennité qui conviennent à une telle occasion.

Si le principal quotidien français de l'Ontario est édité à Ottawa, d'autres journaux d'intérêt local ou régional sont également publiés dans les diverses communautés de l'Ontario français. Plusieurs journaux paraissent dans la région du Sud-Ouest: signalons notamment *Le Courrier d'Essex*, *Le Courrier de l'Ouest*, *Le Drapeau national*, *Le Progrès*, tous publiés à Windsor à la fin du XIX^e siècle. Plus tard, les lecteurs de cette région reçoivent *Le Clairon*, en 1913 (129), *La Presse-Frontière*, en 1921 et 1922, et, entre 1931 et 1958, *La Feuille d'Érable*, journal créé par le sénateur Gustave Lacasse (130). Dans le centre sud de la province, J.G. Duval publie *Le Canadien*, à Chatham, entre 1906 et 1917. Dans le Nord ontarien, la presse française locale est présente dès l'époque de la colonisation. Créée en 1895, *La Sentinelle* de Mattawa se veut l'«Organe français de la région du Nipissing et du Témiscamingue». Par ailleurs, dès 1917, L.O. Duhamel publie *L'Écho du Nord* à Cobait. Quelques années plus tard, entre 1924 et 1934, paraît *Le Nouvel Ontario* de Sturgeon Falls, également destiné au public francophone de Sudbury, tandis que le Syndicat du Nord ontarien fait paraître *Le Nord Ontarien*, à Timmins, à compter de 1933. Puis, l'hebdomadaire *L'Ami du Peuple* paraît une première fois à Sudbury, le 11 juin 1942; il sera remplacé par *Le Voyageur*, en 1968. Dans l'Est ontarien, en dehors d'Ottawa, on publie également des journaux français au tournant du siècle. Notons, par exemple, *L'Interprète* de Saint-Victor d'Alfred (131), dont le premier numéro paraît le 20 août 1886; *La Nation* de Plantagenet, édité en 1885 et 1886; *Le Ralliement* de

Clarence Creek, à compter de 1895. Plus tard, *L'Avenir* (1932-1934), puis *L'Étoile* (à compter de 1950) desservent la population de Cornwall, alors que les lecteurs d'Hawkesbury reçoivent, à partir de 1947, l'hebdomadaire *Le Carillon*.

Au total, l'Ontario n'a jamais eu qu'un seul quotidien français, *Le Droit* d'Ottawa. Par contre, les francophones de la province ont été en mesure de s'informer en parcourant les journaux locaux et régionaux, ou encore en syntonisant les rares stations radiophoniques françaises. Ces médias mettent évidemment l'accent sur des questions d'intérêt limité au milieu proche; néanmoins, ils accordent une attention particulière aux sujets relatifs à la vie des communautés françaises qu'ils informent et dont ils se font les porte-parole.

les institutions d'intervention économique

S'ils défendent avec acharnement leurs écoles et leur identité culturelle, les Franco-Ontariens insistent moins sur la promotion et la défense des intérêts socio-économiques de leur groupe ethnique. Aussi est-il difficile de parler d'un syndicalisme franco-ontarien, même si plusieurs travailleurs francophones d'Ontario participent à la vie syndicale de leur milieu de travail. Qu'ils soient dans les secteurs de la forêt, des mines ou des manufactures, leur action, tout comme celle des autres syndiqués ontariens, est encadrée par les grandes structures syndicales canadienne, internationale ou américaine. De plus, les francophones qui occupent des postes de commande au sein des



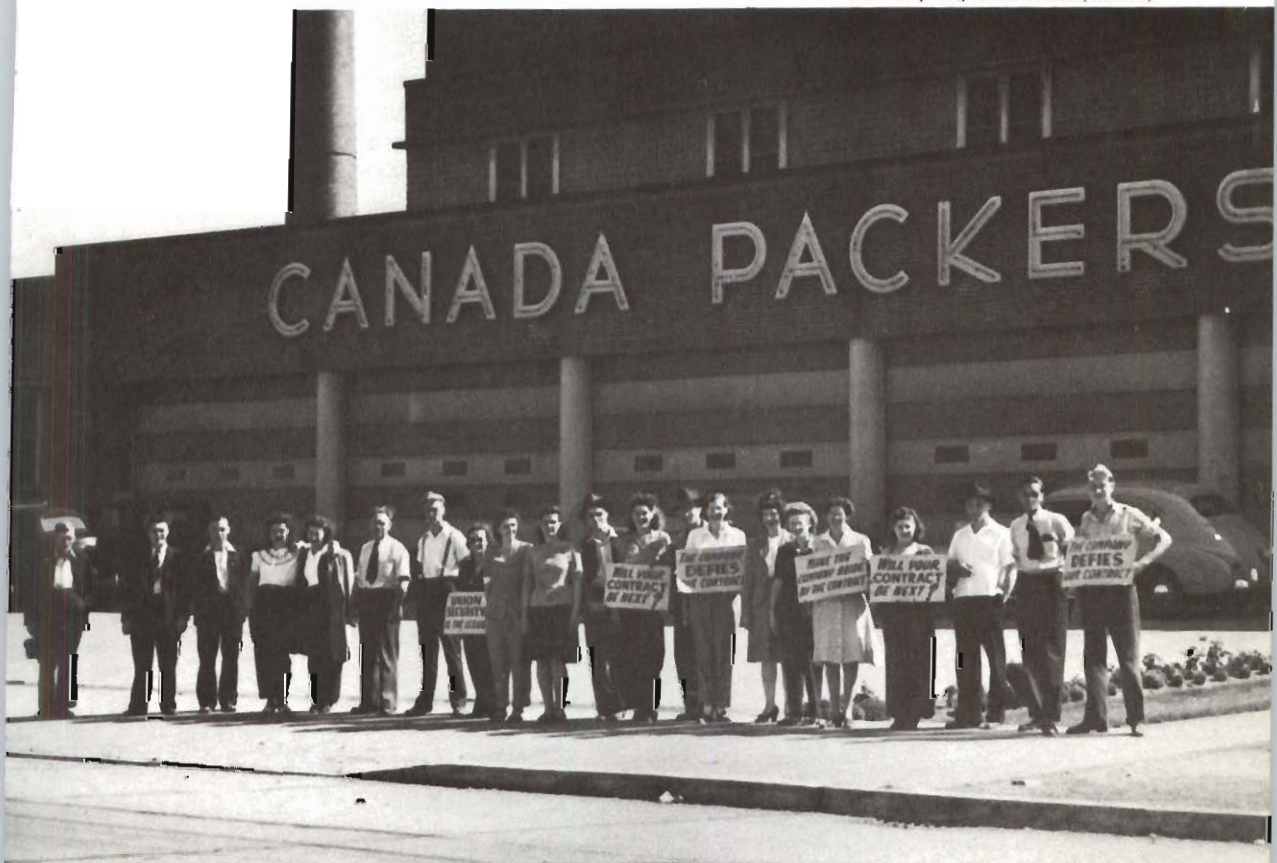
132. Henri Larocque, organisateur du *Boot and Shoe Union*, porte une pancarte devant la *Windsor Shoe Co.*, Windsor, s.d.

syndicats locaux (132) ont, malgré tout, peu d'influence sur les grandes orientations des organisations centrales. Leur participation aux grèves (133, 134), aux négociations salaria-

les ou aux pourparlers au sujet des conditions de travail n'a pas, semble-t-il, de connotation ethnoculturelle et résulte plutôt d'un engagement personnel.



133. Grève à la Courtauld, Cornwall, s.d.



134. Piqueteurs devant l'usine de la *Canada Packers*, Toronto, 1945.

Les enseignants font cependant exception à la règle. Formés dans des institutions françaises, appelés à travailler dans un cadre scolaire différent de celui de leurs collègues anglophones et engagés professionnellement dans le maintien des valeurs défendues par leur groupe ethnique, ils prennent très tôt conscience de leur caractère distinctif. Dès 1936, un groupe de professeurs d'Ottawa se réunissent en une «section des professeurs» de la Société Saint-Jean-Baptiste locale. Puis, quatre ans plus tard, naît l'*Association de l'enseignement bilingue de l'Ontario*, qui deviendra, en 1945, l'*Association de l'enseignement français de l'Ontario*, puis l'*Association des Enseignants franco-ontariens*, en 1963. Voué à l'amélioration de l'enseignement en français dans la province, l'organisme adhère, en 1944, à l'*Ontario Teacher's Federation*; il prend la défense des intérêts matériels de ses membres et s'engage de plus en plus dans l'action proprement syndicale.

En matière de coopération, l'*Union catholique des cultivateurs franco-ontariens*, fondée en 1927 et devenue par la suite l'*Union des cultivateurs franco-ontariens*, encourage les expériences coopératives en milieu rural.

On lui doit la naissance de nombreuses coopératives de consommation ou de production dans les paroisses rurales de l'Ontario français. Elle n'est pas non plus étrangère à l'expansion du mouvement coopératif Desjardins et à l'établissement, après 1945, de nombreuses caisses populaires dans les paroisses agricoles.

conclusion

Comme ils vivent en position minoritaire dans la province d'Ontario, les Canadiens français sont relativement peu représentés aux niveaux politiques fédéral et provincial. Pour la défense de leurs droits et l'affirmation de leur spécificité culturelle, ils préfèrent se doter d'institutions parallèles, dont ils assument l'entier contrôle, et agir par groupes de pression interposés. En outre, s'ils mettent l'accent sur le maintien de leur identité culturelle, notamment par le moyen de la presse française, ils semblent déployer moins d'efforts à l'amélioration des conditions matérielles de vie des membres de leur communauté ethnique. Pendant un certain temps, il est cependant vrai que la question des écoles drainent une grande part de leurs énergies.

Chapitre 8

La vie et les questions scolaires

Au moment de sa création, en 1867, l'Ontario compte près de 75 000 francophones. La plupart d'entre eux sont établis sur les terres basses des comtés de Prescott et de Russell et sur la rive sud du lac St-Clair et de la rivière Détroit. À cette époque, l'enseignement en langue française, tant dans les écoles publiques ou neutres que séparées ou confessionnelles, ne pose vraiment pas de problèmes. De fait, depuis 1851, la connaissance de la langue anglaise n'est pas une condition préalable pour les enseignants oeuvrant dans les communautés françaises et allemandes. De plus, l'usage de manuels n'est régi par aucun règlement et il faut attendre l'année 1868 avant que le Conseil ontarien de l'Instruction publique ne produise une liste des ouvrages français autorisés.

les antécédents de la crise scolaire

À compter de 1885, cependant, le tableau change. Le ministre de l'Éducation de l'époque, George W. Ross,

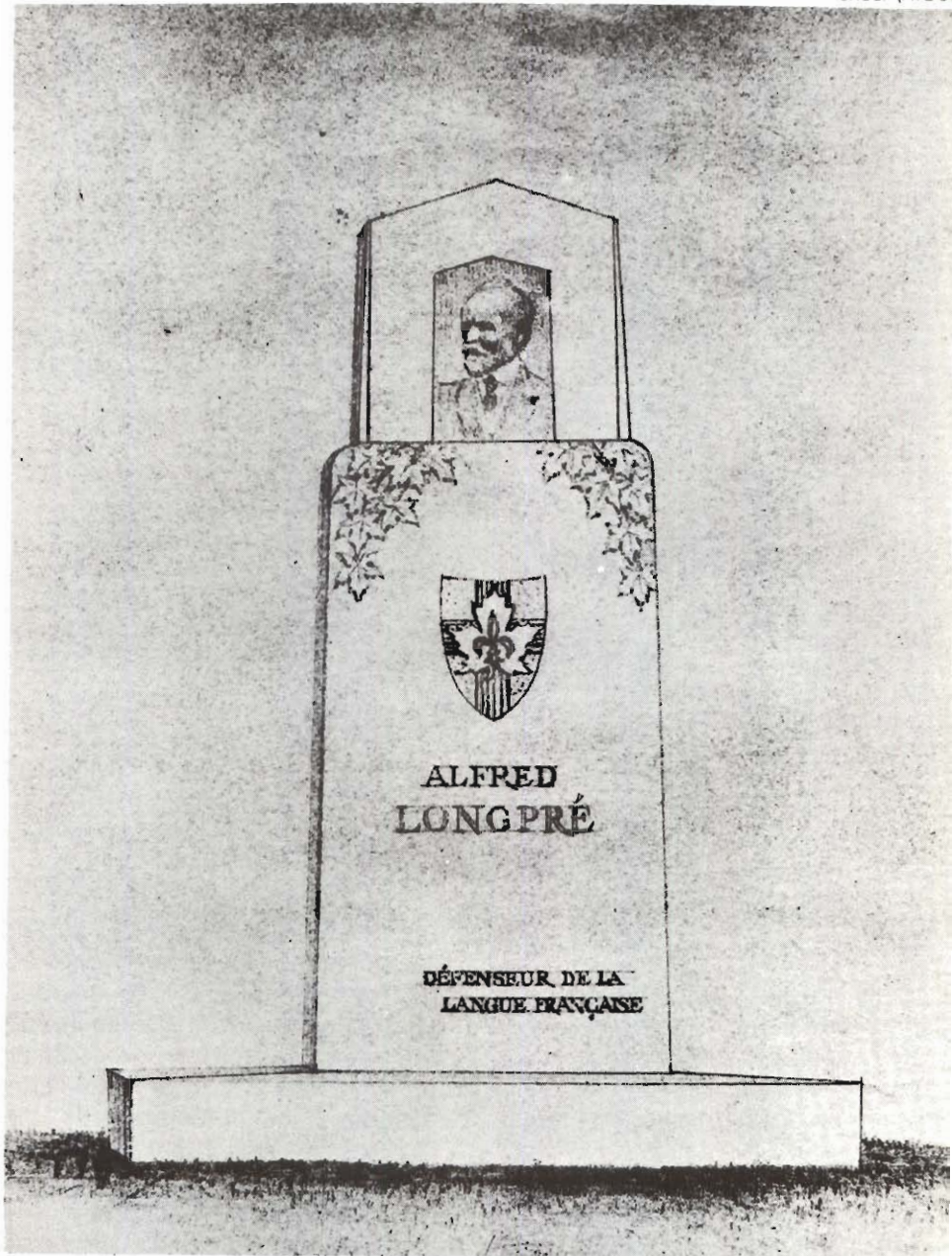
émet alors des directives précises dans le but de favoriser l'apprentissage de l'anglais dans les écoles publiques fréquentées par les francophones et les germanophones. Bientôt des inspecteurs se voient confier le mandat de rendre compte des résultats du programme. Puis, en 1890, l'usage de la langue et des manuels anglais est imposé dans les écoles de la province, sauf dans les cas où les élèves ne sont pas familiers avec cette langue. Aux yeux du législateur, cependant, cette exception n'a pas un caractère définitif, car, dès que l'élève a acquis une connaissance suffisante de l'anglais, on devra lui dispenser un enseignement dans cette langue. Néanmoins, cette disposition exceptionnelle permet aux Canadiens français d'échapper à l'application de la réglementation; d'autant plus que, pour certains d'entre eux, il n'est pas clairement acquis que le règlement s'applique également au système des écoles séparées. À telle enseigne que, au début du XX^e siècle, le problème reste entier (135).



135. Groupe d'élèves de l'école de la 9^e concession de Curran, Curran, env. 1900.

Des rapports, commandés par le gouvernement, révèlent qu'en maintes écoles dites bilingues, les conditions matérielles, la qualité de l'enseignement et la préparation des maîtres sont déficientes. Or, il se trouve que bon nombre des institutions visées appartiennent au secteur des écoles séparées. Dès lors, aux yeux des anglo-protestants, les écoles bilin-

gues représentent un double danger: d'une part, elles ne semblent pas en mesure de fournir aux élèves le bagage de connaissances nécessaires pour affronter les réalités de la vie en terre ontarienne et, d'autre part, elles constituent une menace parce qu'elles favorisent le maintien, voire l'expansion, du catholicisme.



136. Esquisse du monument d'Alfred Longpré que le Comité permanent du monument «Longpré» compte ériger à l'Assomption, 1938.



CROCF (Ph 25-2)

137. Jeanne Lajoie, env. 1925.

le règlement 17

C'est dans ce climat relativement tendu que se réunissent, en janvier 1910, quelque 1 200 délégués canadiens français d'Ontario et qu'ils mettent sur pied l'*Association canadienne-française d'éducation d'Ontario*. À l'issue du congrès, le nouvel organisme, dûment mandaté, adresse un mémoire au gouvernement et lui demande de reconnaître légalement l'existence des écoles primaires bilin-

gues ou anglo-françaises et de faire en sorte que l'enseignement dans ces deux langues puisse être également accessible au niveau secondaire. Au même moment, le gouvernement commande au Dr. J.W. Merchant une enquête dans le but de connaître l'état de la situation dans les écoles anglo-françaises séparées et publiques. Celui-ci remet son rapport en 1912 et reconnaît que «les écoles anglo-françaises manquent d'efficacité»; il nuance cependant sa pensée

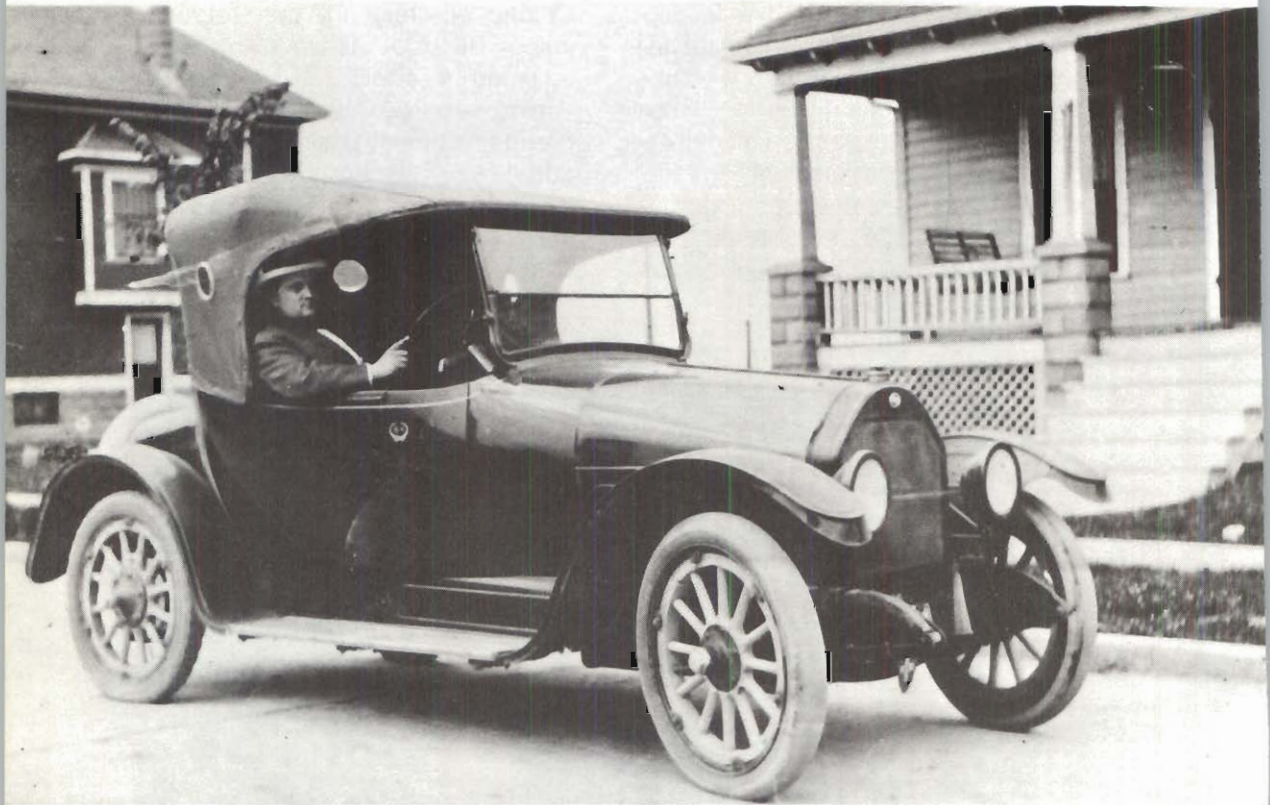
en précisant que, dans plusieurs cas, l'enseignement y est tout à fait acceptable. Mais le gouvernement fait l'objet de sérieuses pressions: d'une part, les loges orangistes font valoir les dangers de l'expansion du catholicisme dans le protestant Ontario; d'autre part, les évêques irlandais redoutent, dans le maintien des écoles bilingues, l'accroissement de l'in-

fluence de l'épiscopat français en Ontario et craignent que l'agitation autour de cette affaire n'amène les autorités à abolir le système des écoles séparées. Le gouvernement prend finalement position en 1912 et adopte le règlement 17 qui limite aux deux premières années du cours primaire l'enseignement du français.

CRCOF (Ph 1-1-56)



138. Mgr Michael Francis Fallon, évêque de London.



139. Le docteur Damien Saint-Pierre, s.l., env. 1920.



140. La classe de Mlle Diane Desloges dans un local commercial de la rue Dalhousie, Ottawa, 1916.



141. Manifestations contre le règlement 17...



142. ... devant l'école Brébeuf, Ottawa, 1916.

Les Canadiens français refusent la nouvelle réglementation et résistent. Bientôt, le règlement 18, de l'automne 1912, prive les écoles récalcitrantes de l'apport des deniers publics. En 1915, la situation est devenue intenable. Les porte-parole des Franco-Ontariens défendent leur cause devant les tribunaux. Devant l'impossibilité d'obtenir des services d'enseignement dans les écoles anglo-françaises financées par les contribuables, des écoles privées, dites «écoles libres», sont mises sur pied. À Pembroke, un citoyen du nom d'Alfred Longpré (136) fait figure de héros lorsqu'il résiste aux commissaires et aux autorités religieuses de l'endroit. Aidé des membres du Cercle Lorrain, qu'il a lui-même fondé, et de l'ACFEO, il ouvre une école libre et fait appel aux services d'une jeune

institutrice, Jeanne Lajoie (137). Dans le sud-ouest de la province, la situation est encore plus délicate, du fait que le conflit se double d'une dimension religieuse. L'évêque de London, Mgr Michael Francis Fallon (138), met alors tout en oeuvre dans le but d'angliciser les institutions religieuses de son diocèse et mène la vie dure aux curés, aux religieux et aux religieuses en poste dans les paroisses françaises. Les militants francophones, parmi lesquels on reconnaît le docteur Damien Saint-Pierre (139), pilier de la Société Saint-Jean-Baptiste de Windsor et du journal *La Presse-Frontière*, mènent la lutte sur les deux fronts, religieux et scolaire. Là, tout comme à Glengary ou encore à Welland, ils créent des «écoles libres» dont ils assument l'entière responsabilité.

143. Anne-Marie Lemelin et ses élèves devant l'école «libre» de Welland, env. 1920.



CRCCF (Ph 23-W-10)



144. Mlle Desgroseillers et ses élèves à l'école du village, Moonbeam, 1920.

CRCOF (Ph 23-RV-1)



145. École de River Valley construite en 1937 par le curé fondateur, le père Daigle, River Valley, s.d.

À Ottawa, la situation est également critique. En 1915, elle atteint des proportions de crise ouverte. La Commission des écoles séparées, qui refusent de se plier aux conditions imposées par les règlements 17 et 18, a été privée de ses pouvoirs et remplacée par une commission spéciale dirigée par le gouvernement. La résistance n'en continue pas moins. Ainsi, à l'école Guigues, deux institutrices, les demoiselles Diane et Béatrice Desloges, obtiennent l'entier support des parents lorsqu'elles conviennent de passer outre à l'ordre de quitter

leurs classes. Finalement, contraintes de s'exécuter, elles quittent les lieux et vont s'installer avec leurs élèves d'abord dans une chapelle de la rue Murray, puis ensuite dans un local commercial de la rue Dalhousie (140). Puis, au début de l'année 1916, les parents des élèves leur viennent en aide, mettant au point un système de garde afin qu'elles réintègrent leurs locaux de l'école Guigues. En février de cette année-là, on manifeste dans les rues devant l'école Brébeuf et on réclame l'enseignement dans les deux langues (141, 142).

Album-souvenir, Hearst (p 84)



146. École n° 2; livraison du bois de chauffage, Ryland, 1938.

Dans le nord de la province, le conflit est vécu de façon moins aiguë. En ce vaste pays de colonisation où les situations conflictuelles sont peut-être moins ressenties qu'ailleurs, on parvient à maintenir l'enseignement bilingue et l'on contribue ainsi à faire la preuve qu'il peut donner des résultats efficaces. Bientôt, cependant, le maintien de la validité du règlement 17 par les tribunaux ainsi que l'appel à l'obéissance à la loi de la part du Saint-Siège amènent les Franco-Ontariens à modifier leurs tactiques. Dès lors, ils s'efforcent de démontrer que l'enseignement de l'anglais n'est pas négligé dans les écoles fréquentées par les francophones (143, 144); de plus, ils créent une école normale en vue d'améliorer les qualifications des enseignants destinés à oeuvrer en milieu français ou bilingue. Entre-temps, le calme est revenu et de nombreuses personnalités canadiennes anglaises se montrent sympathiques aux réclamations des Franco-Ontariens. En 1927, le gouvernement accepte les recommandations contenues dans le Rapport Scott-Merchant-Côté, et reconnaît la validité du français dans les écoles primaires, ouvrant ainsi la voie au développement de l'enseignement bilingue dans la province.

l'enseignement en français après la crise

À la veille des années 1930, en raison des difficultés rencontrées lors de la crise du règlement 17, les écoles bilingues accusent des retards par

rapport aux autres écoles. Des efforts doivent notamment être déployés du côté des équipements matériels: des écoles sont construites (145), encore qu'en certaines régions les conditions demeurent rudimentaires (146). L'École normale de l'Université d'Ottawa ayant été officiellement reconnue en 1927, la formation des maîtres doit être encouragée et développée, là tout comme dans les autres institutions (147), en sorte que soit rehaussé le prestige de la profession. Surtout, il faut s'attaquer au problème de financement des écoles séparées anglo-françaises, obtenir qu'une part plus importante des taxes scolaires soit octroyée à ce secteur de l'enseignement ontarien et alléger ainsi le fardeau fiscal des contribuables catholiques. Ici, toutefois, en dépit d'efforts réalisés en vue de détourner une partie plus importante des contributions fiscales des entreprises au profit du système séparé, des solutions ne pourront être apportées avant le début des années 1960. Enfin, devant la décision des autorités gouvernementales de n'autoriser la création d'écoles anglo-françaises qu'au niveau primaire (148), les francophones se voient dans l'obligation d'envoyer leurs enfants dans les écoles secondaires publiques, anglaises et non confessionnelles (149). Pour contrer la difficulté, ils prolongent de deux ans, jusqu'à la 10^e année, le cours primaire dispensé dans leurs écoles séparées. En outre, ils supportent les frais d'un réseau d'institutions privées où garçons et filles bénéficient d'un enseignement en français.

CRCCF (Ph 73-8)



147. Graduation de futures enseignantes au couvent Notre-Dame du Sacré-Coeur, Ottawa, 1930.



148. Éèves du niveau élémentaire, Clarence Creek, 1942.

Centre Sainte-Famille (R79-14)



149. École secondaire d'Embrun érigée en 1924, puis rasée par les flammes en 1953. Embrun, s.d.



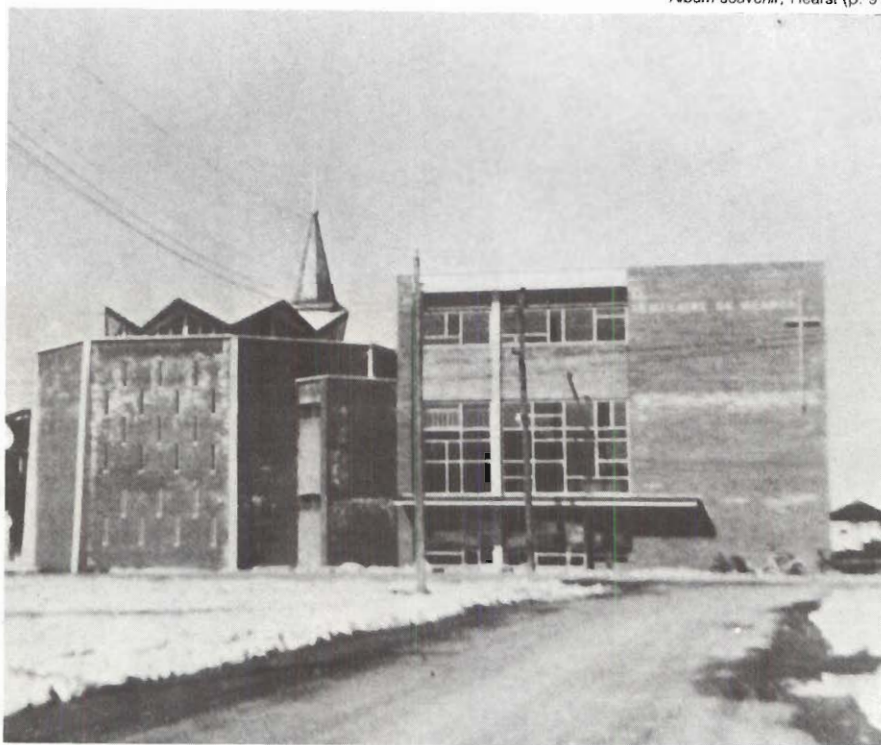
150. Le Collège Sacré-Coeur, Sudbury, s.d.

200



Archives publiques du Canada (PA-23381)

201



151. Le Séminaire de Hearst, env. 1960.

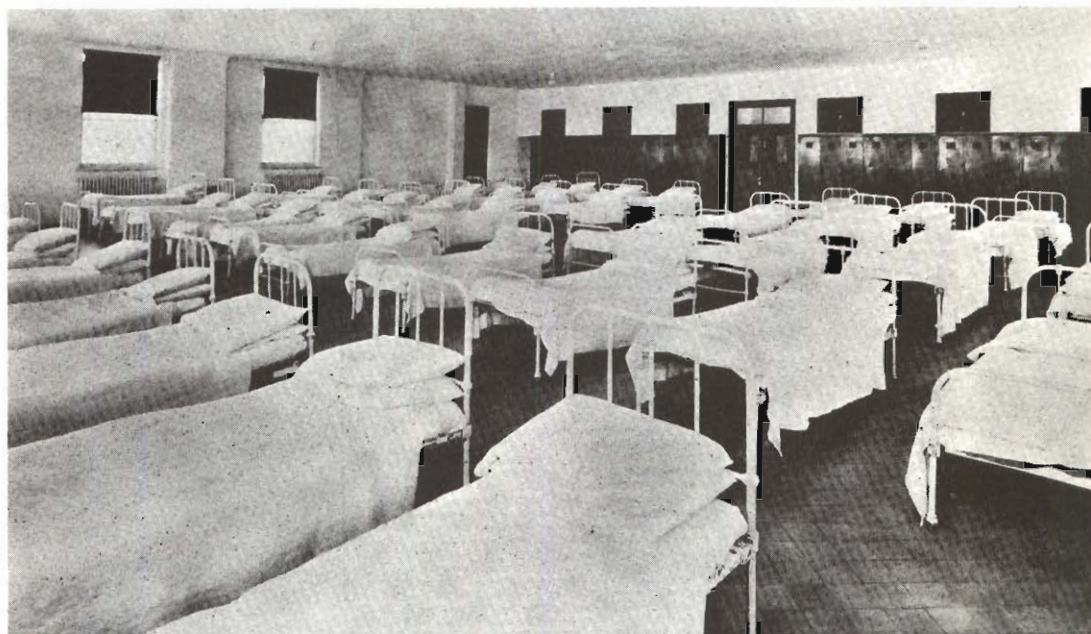
Dès 1910, les Soeurs de l'Assomption de Nicolet établissent un noviciat, à Haileybury, pour les jeunes filles désireuses d'embrasser la vie religieuse et de poursuivre également leurs études académiques. Une soixantaine d'années plus tôt, les Soeurs Grises de la Croix ont ouvert, à Ottawa, un pensionnat fréquenté à l'origine par les jeunes filles des milieux aisés de la capitale. En 1869, elles déménagent cette institution dans un nouvel édifice, situé à l'angle des rues Rideau et Cumberland, et lui donne le nom de Pensionnat Notre-Dame du Sacré-Coeur. Au début des années 1940, plus de 700 élèves, externes ou pensionnaires, y suivent le programme d'enseignement secondaire de l'Université d'Ottawa ou ceux de l'enseignement commercial et certains reçoivent une formation musicale. Les Soeurs Grises offrent de semblables services éducatifs à Sudbury, où elles ont également établi un pensionnat pour jeunes filles, au cours des années 1910.

Quant aux garçons, ils fréquentent des institutions comme le Collège Sacré-Coeur de Sudbury, fondé en 1913 et dirigé par les Jésuites (150). Dans la région d'Ottawa, les Oblats dispensent un enseignement bilingue, depuis le milieu du XIX^e siècle, dans leur collège connu à l'origine sous le nom de Collège Saint-Joseph de Bytown. En 1866, l'Assemblée législative ontarienne accorde à l'institution une charte universitaire. Gra-

duellement, les programmes seront élargis et l'Université d'Ottawa offrira une variété de plus en plus étendue de cours de niveau postsecondaire, tout en maintenant cependant un collège d'enseignement classique secondaire à l'intention des jeunes garçons. Par ailleurs, à Hearst, au début des années 1950, les autorités diocésaines construisent le Séminaire de Hearst (151) et mettent sur pied un programme d'études classiques dans le double but d'assurer la relève sacerdotale et d'offrir une formation pré-universitaire à la jeunesse masculine du Nouvel-Ontario. Les élèves de ces maisons de formation y font leur cours classique et reçoivent une instruction chrétienne ainsi qu'un enseignement axé sur la connaissance des langues anciennes, des humanités et de la philosophie. Plusieurs d'entre eux y vivent comme pensionnaires durant les huit années qui séparent les Élémentaires latins de la Philosophie II. Ils arrivent au début de septembre et, sauf deux ou trois brefs séjours selon le cas, ne reviennent dans leur milieu familial que durant les grandes vacances estivales. Tout comme dans les maisons pour jeunes filles, la vie de pensionnaires ne se limite pas uniquement à la formation académique: on y partage son quotidien (152, 153) et l'on meuble ses temps de loisir en s'engageant dans des activités parascolaires comme le sport, le théâtre, voire le journalisme.



152. Le réfectoire du Séminaire de Hearst, env. 1960.

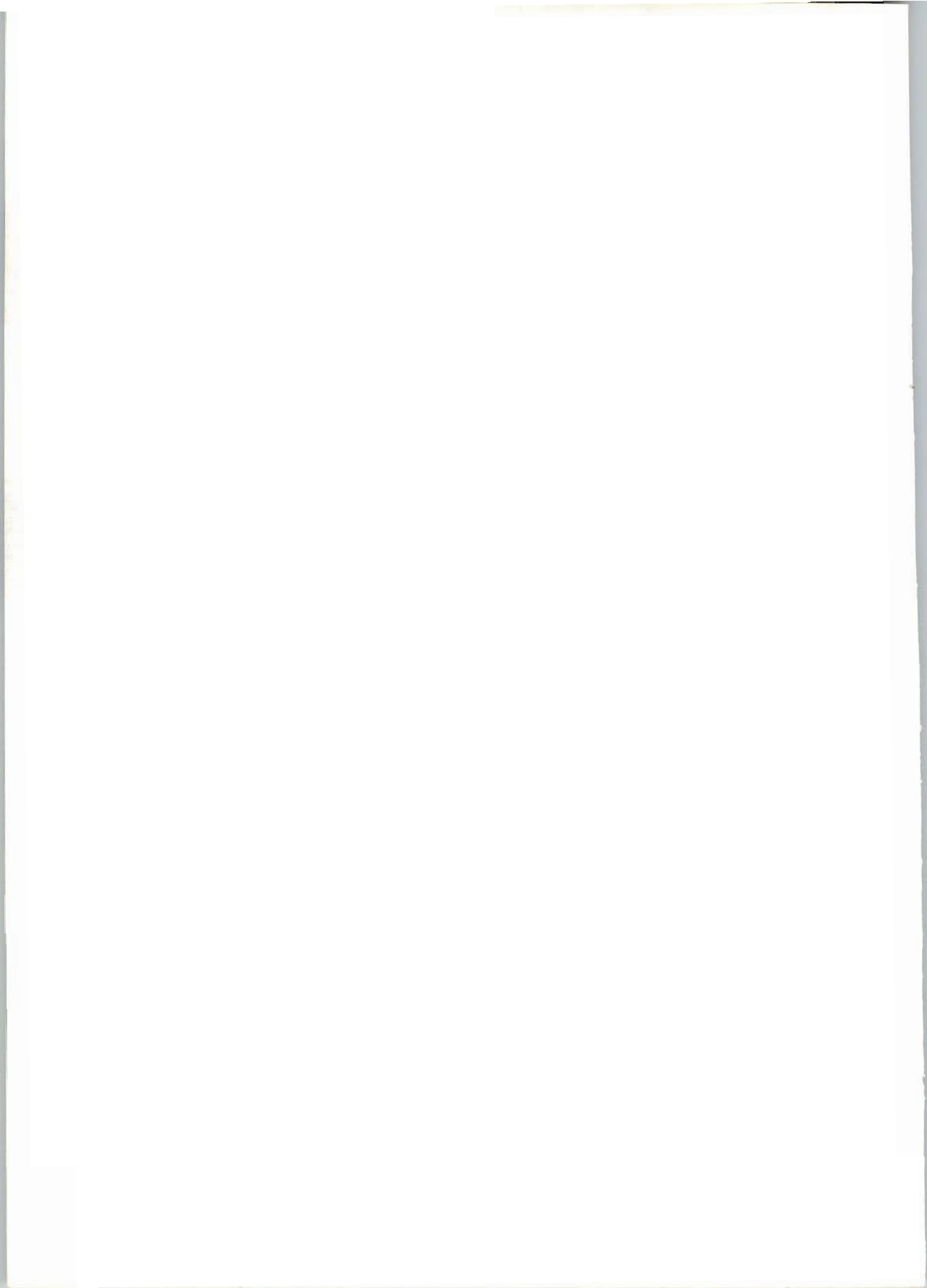


153. Un dortoir du collège de l'Université d'Ottawa, env. 1935.

conclusion

Appelé à se développer sans entraves sérieuses jusqu'aux années 1870, l'enseignement en français en Ontario connaît une crise sévère au tournant du siècle. Le règlement 17 de 1912, adopté dans un climat de tension sociale entre catholiques et protestants et entre anglophones et francophones, réduit singulièrement l'enseignement et l'usage de la langue française dans les écoles ontariennes. Les milieux français de la province réagissent d'abord vigoureusement puis ensuite pacifiquement à cette mesure qui leur apparaît contraignante, voire discriminatoire. L'abolition de

ce fameux règlement, en 1927, redonne aux francophones le droit à l'usage de leur langue dans leurs écoles primaires. Les marges de manœuvre restent cependant limitées et, pour assurer à leurs enfants un enseignement supérieur, les francophones doivent trouver des formules d'adaptation forcément limitées à l'intérieur du système des écoles séparées ou encore compter sur un réseau d'institutions privées appelées à disparaître avec la création, en 1968, d'écoles secondaires publiques de langue française.



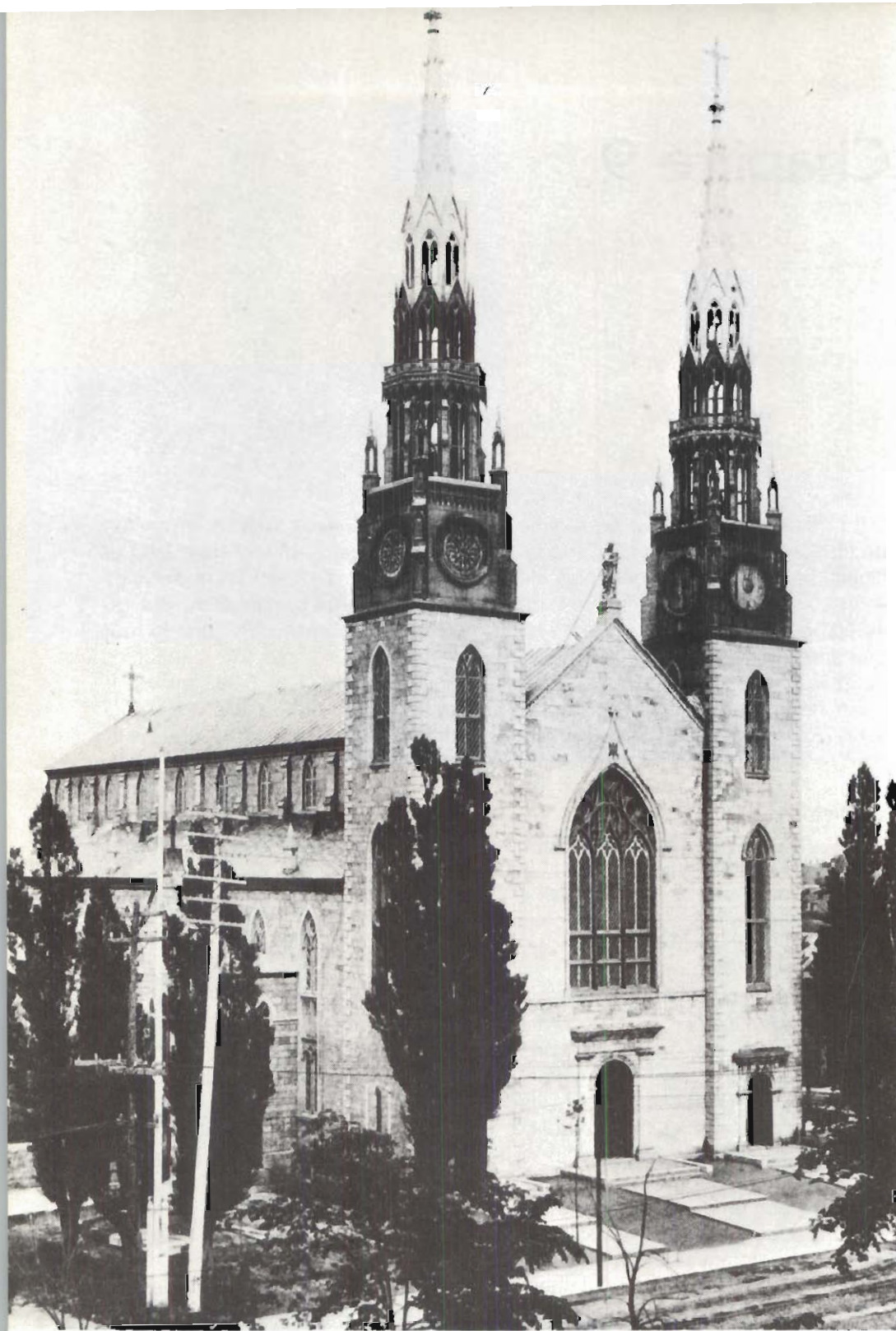
Chapitre 9

L'environnement culturel

En 1842, tout au début du régime de l'Union, la population du Canada-Ouest se chiffre à un peu plus de 487 000 personnes, dont près de 14 000 d'origine française. En 1871, peu après la naissance du régime fédéral canadien, la population française de l'Ontario a quintuplé et atteint 75 383 personnes, sur un total de 1 620 851. Au cours de ces trente années, la province a connu un fort mouvement d'immigration en provenance, notamment, des îles Britanniques. Elle a également reçu quelques dizaines de milliers de Canadiens français du Québec: à la suite des crises de production agricole et devant le manque de terres ou l'incapacité de trouver de l'emploi dans un secteur manufacturier encore mal assuré, ils ont recherché des conditions de vie meilleures, soit en émigrant dans les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre, soit en s'établissant sur les terres encore inexploitées de la rive sud de l'Outaouais ou du nord du comté de Simcoe. Par la suite, d'autres viennent grossir les rangs de la communauté francophone d'Ontario. Plusieurs continuent d'affluer vers les régions agricoles: dans Prescott et Russell, le nombre

de francophones passe d'environ 13 500 à plus de 46 000 entre 1871 et 1921; certains offrent leurs services dans les centres manufacturiers du Sud: dans le comté de Toronto, par exemple, on compte 572 Canadiens français en 1871 et 5 392 en 1921. Au début du XX^e siècle, plusieurs Canadiens français, du Québec surtout, prennent racine dans le Nouvel-Ontario: ils se font colons, mais aussi prospecteurs, mineurs ou travailleurs forestiers; en 1921, leur nombre dépasse 60 000.

En franchissant l'Outaouais, les Canadiens français transportent avec eux tout leur bagage culturel. À dire vrai, s'ils quittent leurs terres ancestrales, ils n'ont pas pour autant le sentiment de s'exiler en terre étrangère et de devoir renoncer à leur identité. Ils se perçoivent beaucoup plus comme des migrants à l'intérieur d'un pays qui leur appartient. Ils sont d'ailleurs confirmés dans leur conviction par des chefs politiques et religieux qui mettent tout en oeuvre pour préserver leur acquis culturel et qui leur rappellent souvent la signification missionnaire et salvatrice de leur présence en terre anglo-protestante.



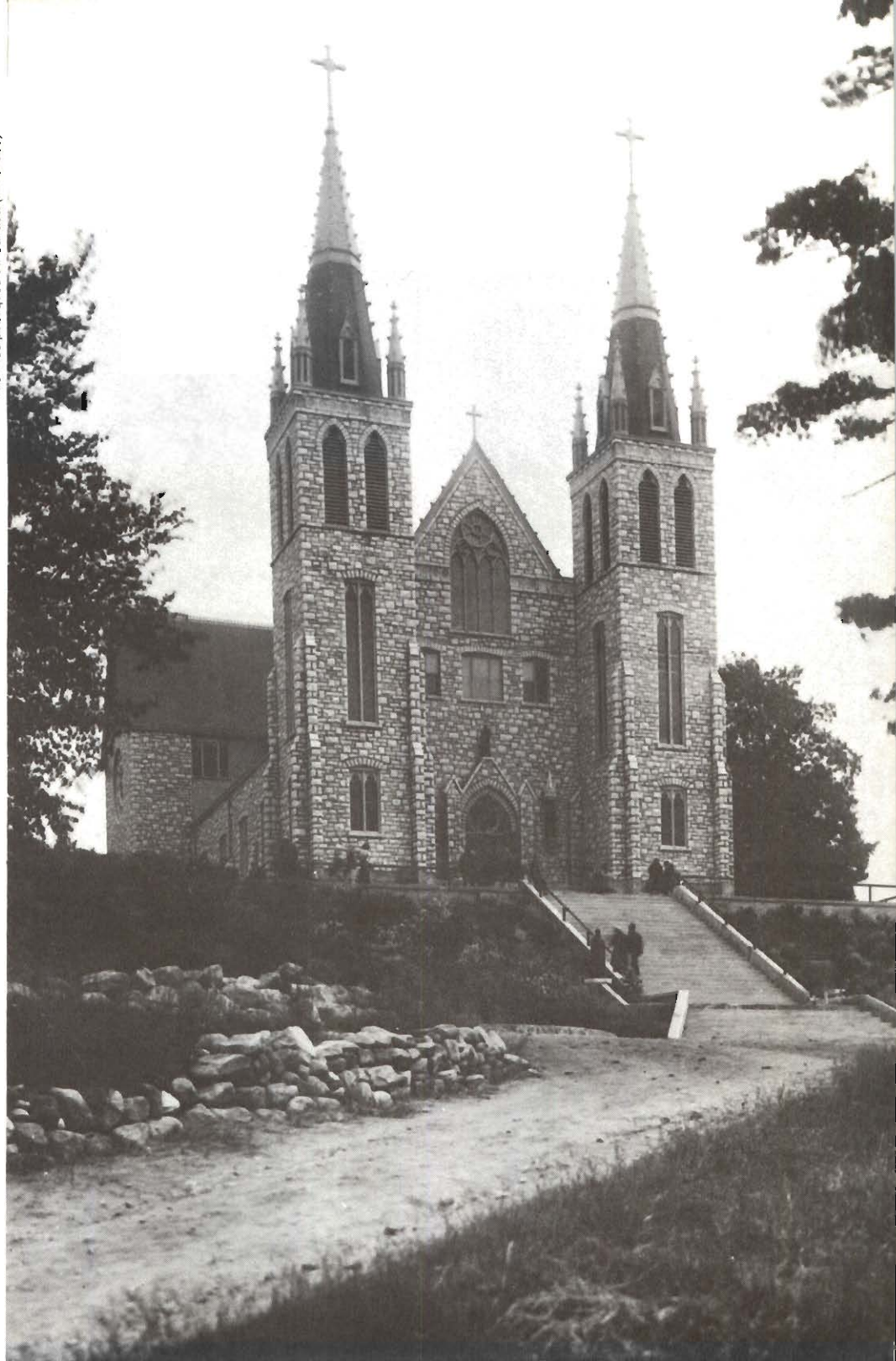
154. L'église mère du diocèse d'Ottawa bénie le 15 août 1846: la cathédrale Notre-Dame, 1898.



155. Mgr Joseph Thomas Duhamel, premier archevêque d'Ottawa, 1841.



156. Le premier évêque de Haileybury, Mgr Élie Anicet Latulipe, entouré de quelques paroissiens de Nushka, (Val Gagné), 1915.



157. Sanctuaire des Saints Martyrs canadiens, Sainte-Marie-aux-Hurons, 1930.



158. Figurantes, cérémonie de la Fête-Dieu, Rockland, env. 1940.

la vie religieuse

Tout comme ceux qui continuent, depuis la Conquête, à mettre en valeur les terres agricoles de leurs pères au nord du comté d'Essex, les Canadiens français venus en Ontario à compter du milieu du XIX^e siècle sont de foi catholique; leur appartenance religieuse, à l'égal de leur langue, constitue l'un des fondements de leur identité et de leur spécificité culturelle.

En 1842, la future province d'Ontario compte quelque 65 000 catholiques dont 20% environ sont de culture française. Ces catholiques sont regroupés en deux diocèses appartenant à la province ecclésiastique de Québec: Kingston et Toronto, respectivement érigés en 1825 et 1841. Bientôt, cependant, la colonisation de nouvelles régions et l'augmentation des populations catholiques francophones amèneront des modifications à la géographie administrative religieuse ontarienne. L'établissement des colons dans les Hautes-Laurentides et dans la vallée de l'Outaouais conduit les autorités religieuses à créer, en 1847, le diocèse d'Ottawa, à partir de territoires relevant jusque-là des diocèses de Montréal et de Kingston (154). Par la suite, cet immense territoire diocésain est à son tour subdivisé selon les besoins. En 1886, Ottawa devient le siège d'un archidiocèse et son titulaire, Mgr Jo-

seph Thomas Duhamel (155), a déjà créé une juridiction suffragante: le vicariat apostolique de Pontiac dont les frontières atteignent, au nord, la baie d'Hudson et vont du Manitoba, à l'ouest, aux limites occidentales du diocèse de Québec, à l'est. Quelques années plus tard, cette nouvelle division est érigée en diocèse et Pembroke en devient le siège. En 1908, l'évêque de ce nouveau diocèse obtient la création, dans la partie nord de son territoire, du vicariat apostolique du Témiscamingue qui, en 1915, devient le diocèse d'Haileybury. Puis, en 1919, Mgr Latulipe, premier titulaire de ce diocèse (156), crée la préfecture apostolique de l'Ontario-Nord qui deviendra, en 1939, le diocèse de Hearst dont la direction sera confiée à Mgr Joseph Charbonneau. Entre-temps, l'évêque d'Ottawa a obtenu, en 1913, la création, dans la partie nord-est de son diocèse, de la circonscription diocésaine de Mont-Laurier. Ces subdivisions successives, dont fait l'objet le vaste territoire original du diocèse d'Ottawa, revêtent d'autant plus d'intérêt qu'elles marquent la volonté des évêques canadiens français d'accroître leur représentation, d'agrandir leur zone d'influence et de contrer en quelque sorte l'action expansionniste de l'épiscopat irlandais qui s'est assuré le contrôle de la plupart des sièges épiscopaux du territoire ontarien.

C'est ainsi qu'en 1931 l'Ontario comprend, outre celle d'Ottawa, deux autres provinces ecclésiastiques: celle de Kingston créée en 1889 et comprenant les quatre diocèses de Kingston, Peterborough, Alexandria et Sault-Sainte-Marie; puis celle de Toronto, élevée au rang d'archidiocèse, en 1870, et de qui relèvent les diocèses de London et de Hamilton, respectivement créés en 1855 et 1856. Sauf à Sault-Sainte-Marie et à Alexandria, la population française y est proportionnellement réduite et, dans certains cas, notamment à London, la pratique de la foi et l'exercice des devoirs religieux en langue française ne va pas sans problèmes.

Si l'encadrement administratif des populations catholiques est assuré par la structure diocésaine, la vie religieuse, le quotidien du croyant, se vit beaucoup plus à l'échelle de la pa-

roisse. Car si l'on sent le besoin d'affirmer sa foi en fréquentant les lieux de pèlerinage (157), en participant à des fêtes religieuses (158) ou encore en s'associant à des manifestations de masse comme le congrès marial de 1947, c'est par contre à l'église paroissiale, véritable symbole de la présence d'une communauté catholique, que l'on se regroupe et que l'on se conforme à ses devoirs religieux (159, 160, 161). On s'y rassemble pour la messe dominicale, on y participe aux prières publiques expiatoires que sont les «quarante-heures», aux cérémonies de la Semaine sainte ou aux Rogations, dans le but ici d'attirer les bénédictions divines sur les récoltes et les travaux des champs: on y reçoit également les sacrements qui marquent les étapes de la vie spirituelle du catholique (162, 163).



159. Église Saint-Jean-Baptiste, Pembroke, s.d.

Dans la communauté catholique, l'aspect religieux déborde cependant les murs du temple et est éminemment présent dans toutes les dimensions de l'activité humaine. Le prêtre y jouit d'une position sociale de premier plan: détenteur de l'autorité religieuse dans sa paroisse, il prolonge son ministère dans la direction spirituelle, voire dans l'animation de mouvements d'action catholique (164) ou d'associations religieuses laïques, tels que le Tiers-Ordre, la Ligue du

Sacré-Coeur, les Dames de Sainte-Anne, les Enfants de Marie ou les Croisés (165); de plus, sa formation académique, généralement supérieure à la moyenne de celle de ses ouailles, lui confère une autorité dans les affaires civiles et matérielles de la communauté. En pays de colonisation, il en est, comme l'abbé Joseph Payette, qui se font promoteurs et recruteurs et qui deviennent de véritables initiateurs, voire des coordonnateurs de la mise en valeur des terres.

Album-souvenir, Hearst (p. 28)



160. Première église de Hearst, construite en 1919, s.d.

Le Devoir (15 août 1925)



161. Église du Sacré-Coeur, Toronto.



162. Départ pour le baptême d'Yvette Boulanger à Hearst, Ryland, s.d.



163. La confirmation, Alfred, 1910.



164. Le Conseil 3056 des Chevaliers de Colomb, Hearst, s.d.



165. Les Croisés, Vankleek Hill, s.d.

Par ailleurs, le clergé et les communautés religieuses (166, 167) assument la plupart des fonctions sociales dans la communauté civile. Les Oblats et les Jésuites ont investi énormément d'énergies dans le travail missionnaire (168), soit auprès des Amérindiens, soit encore auprès des colons et travailleurs forestiers des terres neuves; mais ils ont également laissé leur marque dans le domaine

de l'éducation et sont à l'origine de deux institutions universitaires ontariennes à Sudbury et à Ottawa. Arrivés à Ottawa en 1864, les Frères des Écoles chrétiennes poursuivent l'idéal de leur fondateur et dispensent l'enseignement dans les écoles du système séparé. À compter de 1911, quelques Frères du Sacré-Coeur viennent travailler dans le même champ d'action.



166. Jeunes oblats en compagnie du père Rodrigue Villeneuve (au centre), futur cardinal et archevêque de Québec, Ottawa, 1930.



167. Les trois filles religieuses de Fériet Forget, Limoges, 1925.

Les nombreuses communautés féminines sont également très actives dans les domaines éducatif et hospitalier et dans les divers secteurs de l'aide sociale. En février 1845, quatre filles spirituelles de mère d'Youville sont à Bytown. Elles y fondent une famille religieuse autonome qui sera connue plus tard sous le nom de Soeurs Grises de la Croix (169). Bientôt elles dispensent des soins à domicile aux malades, fondent l'Hôpital général d'Ottawa, visitent les pauvres et les prisonniers, enseignent dans les écoles confessionnelles, donnent des soins hospitaliers aux malades, recueillent les sans-abri, les enfants trouvés (170) et les mésadaptés sociaux. Par ailleurs, les Soeurs de Sainte-Marie de Namur établissent une première maison à Vankleek Hill en 1886. Elles enseignent à l'école bilingue catholique et, en 1902, elles

prennent la direction de l'école du village de Saint-Eugène. Quant aux Soeurs de l'Assomption, elles vont vers le Nouvel-Ontario, y établissent des maisons d'enseignement et y oeuvrent au sein des populations étudiantes des écoles séparées. Enfin, dernier exemple, les Soeurs de la Providence établissent des institutions hospitalières, notamment dans le nord de l'Ontario (171).

Engagés dans l'animation spirituelle, dans les domaines éducatif, hospitalier ou de l'aide aux démunis, le clergé et les communautés religieuses sont aussi appelés à jouer un rôle dans le secteur des loisirs. Ils y apportent une dimension chrétienne, y jouent un rôle d'aviseur moral et, de par leurs fonctions curiales, vicariales ou professorales, ils sont souvent amenés à initier, puis à coordonner des activités sportives ou culturelles.

CRCCF (Ph 23-BR-21)



168. Le père O. Dufresne, o.m.i., en mission dans les chantiers forestiers, Blind River, s.d.



169. Berceau de la congrégation des Sœurs Grises de la Croix, Ottawa, s.d.



Archives publiques du Canada (C-2279)



170. L'asile Bethléem, Ottawa, env. 1895.



171. Commémoration de la fondation de l'hôpital Sainte-Marie, Timmins, 1937.



172. Cueillette de l'eau d'érable, Wendover, 1930.

la vie culturelle et les loisirs

Dans les quartiers urbains, mais surtout dans les paroisses rurales, certaines activités récréatives échappent cependant à toute forme d'organisation et sont le résultat d'initiatives personnelles. Les soirées de famille, où l'abondance de la «mangeaille» rivalise avec la variété des chansons à répondre, des danses carrées et des gîgues, viennent souvent en tête des loisirs que s'accordent colons et agriculteurs. Soit qu'on y réunisse les membres de sa famille lors du mariage de sa fille ou de son garçon ou à l'époque des Fêtes; soit encore qu'on y invite les voisins du rang à l'occasion, d'une épiluchette de blé d'Inde

ou de la fin des récoltes; soit enfin qu'on y reçoive des Canadiens français travaillant à la même usine ou résidant dans le même quartier ethnique. Le temps des sucres donne également lieu à des réjouissances. On se rend à la cabane à sucre pour «lécher la palette», manger des oeufs dans le sirop ou encore déguster la tire sur la neige (172). La partie de sucre compte en fait parmi les activités récréatives typiques du Canada français; si bien que dans les régions comme le nord de l'Ontario, où il n'y a point d'érablières, on recrée, autour de litres de sirop achetés au sud, le climat et l'ambiance traditionnels de ces réunions.



173. Retour d'une expédition de pêche, Lemieux, 1920.



174. Maxime Millaire et ses amis lors d'une partie de chasse au rat musqué, Embrun, 1926.

Centre Sainte-Famille (R13-12)



175. Skieurs de randonnée, Clarence Pointe, s.d.



Centre Sainte-Famille (R38-12)

176. Hector Dallaire, futur joueur des Canadiens de Montréal, Rockland, 1900.

D'abord pratiquées dans une optique utilitaire, pour répondre aux besoins alimentaires de l'homme, la chasse et la pêche (173, 174) sont devenues des sports qui permettent au citadin et au villageois de se rapprocher de la nature. Par ailleurs, dans les milieux urbanisés, on ressent de plus en plus la nécessité de conserver des heures de loisir à l'exercice physique; on s'adonne au ski (175), au patinage, voire au cyclisme de randonnée. Cependant, en milieu

rural, on ménage ses forces physiques pour le travail des champs et l'on met nettement moins l'accent sur la pratique individuelle du sport. Encore que dans les fêtes de villages, on n'hésite pas à faire étalage de ses capacités en levant des poids et en participant à des jeux de souque-à-la-corde (aussi connu sous les expressions «tir à la corde» et «tir au câble») ou à des compétitions de coupeurs de bois.

CRCOF (Ph 23-T-4)



177. Timmins Junior «A», North Bay, 1925.



178. Joueurs de balle, Hawkesbury, 1918.

Néanmoins, à compter du début du XX^e siècle, on s'intéresse beaucoup au hockey sur glace dans les milieux canadiens français. On suit bien sûr, dans les journaux puis à la radio, les performances des grandes équipes professionnelles (176). Mais, surtout, on joue — et beaucoup — au hockey

à titre d'amateur, à l'école, au collège, dans les villes et villages où les équipes locales se rencontrent devant des supporters et partisans (177). En saison estivale, on forme également des équipes de base-ball ou de balle molle (178).



179. La fanfare de Rockland, Rockland, 1932.



180. Joseph Beaulieu et les Petits chanteurs céciens, North Bay, s.d.

Parallèlement aux loisirs sportifs, se développe également tout le secteur des loisirs culturels. Plusieurs paroisses ont, par exemple, leur fanfare (179). Ailleurs, on pratique le chant choral. Certains groupes, dont les Petits chanteurs céciens de North Bay (180), se font connaître par toute la province et se produisent même à l'extérieur. Certains se font valoir sur une scène. Ainsi, à Rockland, en 1917, on met sur pied une troupe de théâtre afin d'aider au financement de

la construction de l'église (181). Mais on fait aussi du théâtre amateur sur une base plus régulière. À Ottawa, par exemple, les comédiens du Théâtre de la Rampe, dont Marcelle Barthe, montent, au cours des années 1930, des spectacles fort appréciés du public francophone de la capitale. À la même époque, le théâtre français est aussi mis à l'honneur dans la région de Windsor par les membres du Cercle dramatique Dollard (182).

Centre Sainte-Famille (R39-14)



181. Troupe de théâtre, Rockland, 1917.

PERSONNAGES DE L' "ENFANT VOLE"



Première rangée: Madame C. Pilon, Jeannette St-Onge, Mlle Isabelle Parent. Deuxième rangée: Mlles Marie-Anne Masse, Lucille Bénéteau, Rose St-Onge, Gilberte Vallée et Elodie Lancop.

182. Membres du Cercle dramatique Dollard, Windsor.



183. Le Monument national, Ottawa, env. 1910.



184. Joueurs de cartes et de billard à l'Institut canadien-français d'Ottawa, Ottawa, env. 1900.

185. Programme d'une soirée culturelle à l'Institut canadien-français d'Ottawa, Ottawa, 1.878.

Institut Canadien-Français,
RUE YORK.

SOIRÉE

LITTÉRAIRE, MUSICALE ET DRAMATIQUE,
JEUDI, 21 FÉVRIER, 1878.

PROGRAMME:

- Ouverture(K. M. Fehr.).....ORCHESTRE.
 Chant—"Foi, Espérance et Charité.".....Dr. E. H. ROULEAU.
 (Paroles de L. H. Frechette, Musique de M. Crépault.)
 RomanceMlle. L. BOULET.
 Chant—"Le Drapeau de Carillon.".....Mr. D. VERMETTE.
 (Paroles de O. Crémazie, Musique de W. Sabatier.)
 RomanceMlle. V. ROCHON.
 Valse—"Alphonsine." ..(K. M. Fehr.).....ORCHESTRE.

CONFERENCE

IMPRESSIONS DE VOYAGE

en Europe et particulièrement à Rome.

— PAR —

Mr. L'ABBÉ P. POULIN,

(Ancien curé de Ste. Philomène.)

— O: —

Lanciers.....(Faust).....ORCHESTRE.

COMÉDIE EN UN ACTE.

Un Duel sans Témoins.

PERSONNAGES :

DROLARD J. N. RATTÉ.
 PISTON.....L. TRUDEAU.

— O: —

Orchestre..... "Dieu Sauve la Reine."

Portes ouvertes à 7.30 hrs. P. M. Lever du Rideau à 8 hrs.

PRIX D'ENTRÉE—Sièges réservés 15cts. Parquet et Galerie 10cts.

A. Bureau, Imprimeur, 266 rue Sparks, Ottawa.

Ces artistes qui véhiculent par leur art les valeurs de la minorité culturelle à laquelle ils appartiennent disposent, tout au moins à Ottawa, d'équipements culturels satisfaisants. Ils se produisent notamment au Monument national, construit en 1908 puis rasé par les flammes une trentaine d'années plus tard (183). Il y a aussi l'Institut canadien-français d'Ottawa fondé en 1852. Les Canadiens français s'y réunissent, dans les locaux exclusivement réservés aux hommes, pour jouer aux cartes, faire une partie de billard, pour discuter affaires ou simplement pour s'y détendre en compagnie d'amis (184). Mais l'Institut n'est pas seulement un club social. Il est aussi un cercle littéraire où se réunissent hommes de lettres et écrivains francophones de la capitale. Ainsi, à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'institution, on y fonde la Société littéraire du Canada, sur le modèle de laquelle s'appuie par la suite le marquis de Lorne pour créer la Société royale du Canada. On y dispense également des cours à l'intention du grand public: cours d'adminis-

tration publique, de droit ou d'histoire dont la célèbre série de conférences sur l'histoire des Canadiens français données par Benjamin Sulte durant l'hiver 1882. Les membres de l'Institut organisent aussi des concerts, des pièces de théâtre (185) et, en 1937, ils sont les hôtes du Festival dramatique national. Mais, la plupart du temps, comédiens et musiciens doivent se produire sur des tribunes moins prestigieuses: ils présentent leurs spectacles dans les sous-sols d'églises, les salles paroissiales, les écoles, couvents ou collèges. Ils participent également aux fêtes, qu'il s'agisse de l'inauguration d'édifices ou de travaux publics (186), d'une graduation, de la commémoration d'un événement d'intérêt local ou encore des célébrations de la Saint-Jean (187). Ils profitent de ces temps forts où les communautés minoritaires canadiennes françaises se serrent les coudes, raffermissent leur sentiment d'appartenance, pour consolider par leur art les fondements de leur spécificité culturelle.

CRCF (Ph 56-38)



186. Inauguration d'un pont par le député de Cochrane-Nord, J.H. Habel, Fauquier, 1939.

Le Prévoyant (22 juin 1913)



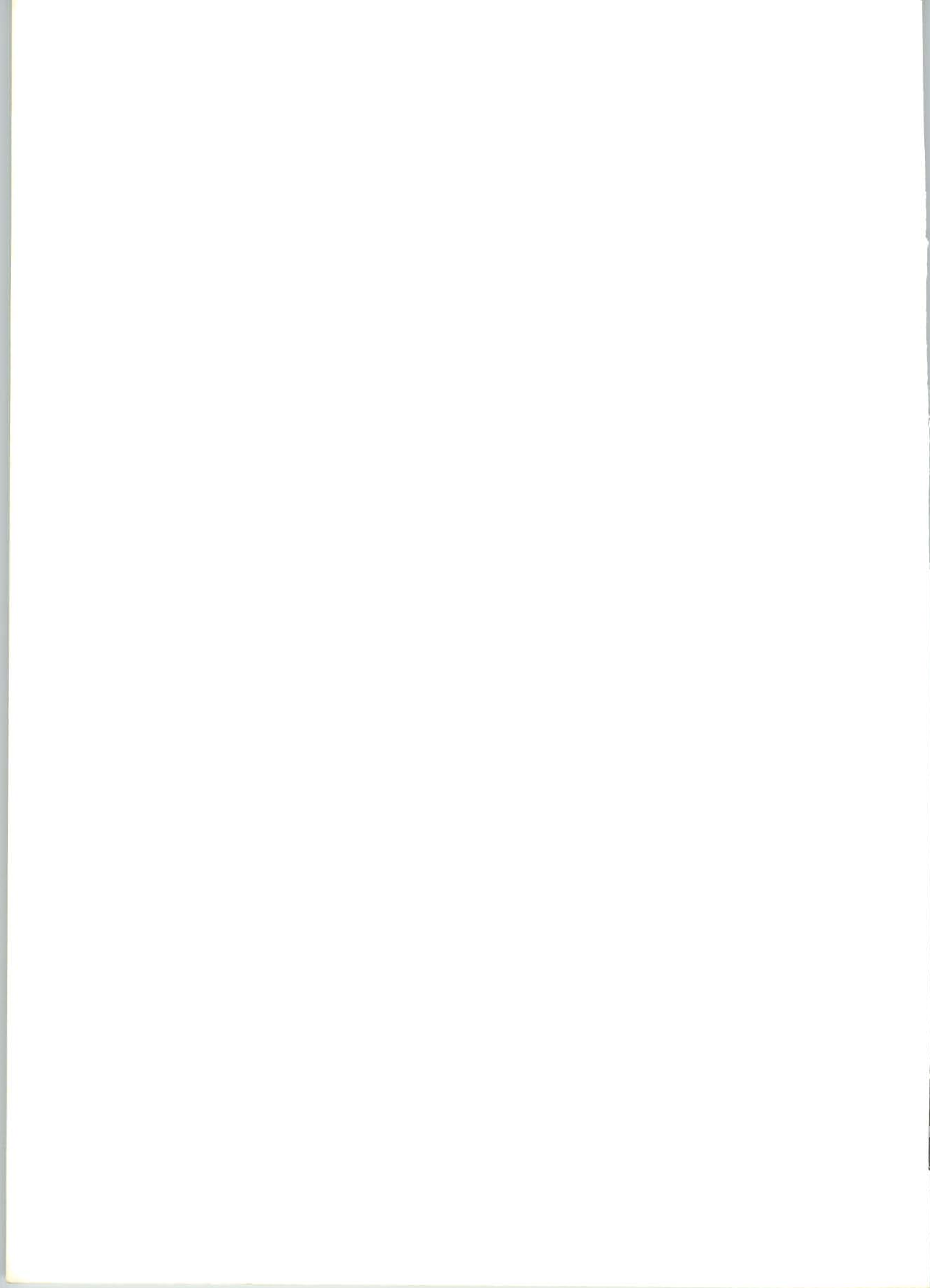
187. Char allégorique marquant le cinquantième anniversaire de l'Union Saint-Joseph du Canada, Ottawa, 1913.

conclusion

En Ontario, tout comme ailleurs au Canada, la langue et la foi sont à la base de l'identité culturelle de la société traditionnelle canadienne française. Le clergé y jouit d'une position sociale de premier plan et y assume le leadership moral de la collectivité. Il en assume évidemment la direction spirituelle, mais il prolonge également son action, par communautés religieuses interposées, dans le champ de l'éducation, dans les domaines hospitaliers et de l'assistance sociale ainsi que dans le secteur des loisirs. Ici, les Canadiens français, minoritaires dans la société ontarienne, ont nettement tendance à se regrouper — à partager ensemble les activités sociales, sportives ou culturelles, que ce soit au niveau de la famille, du rang ou de la concession, de la pa-

roisse ou du quartier urbain. Et ils trouvent dans cette solidarité de quoi raffermir les fondements de leur être collectif.

Bientôt, cependant, cet univers franco-ontarien se transforme. Confronté aux exigences d'un monde de plus en plus urbanisé, touché comme tant d'autres par le bouleversement des valeurs qui affecte le monde occidental au tournant des années 1960, le Franco-Ontarien amorce un lent virage, chemine vers une nouvelle définition de lui-même et se donne graduellement de nouvelles formes d'organisations socio-culturelles. Nouvelles approches, nouveaux ajustements qui ne marquent pas une rupture avec le passé, mais qui, au contraire, en traduisent le prolongement et la continuité.



questions

Chapitre 1

1. a) À l'aide d'une carte, retrouver les comtés suivants: Kent, Essex et Simcoe.
b) Évaluer la population française de ces comtés depuis la seconde moitié du XIX^e siècle.
2. Nommer quelques secteurs d'activité économique dans lesquels sont engagés les Canadiens français d'Ottawa vers 1850.
3. Qu'est-ce qui incite des Canadiens français du Québec à défricher les terres du Grand et du Petit *Clay Belt* ontarien?
4. D'où viennent les francophones établis près de Toronto?
5. a) Quelles sont les activités économiques qui attirent les francophones dans les villes suivantes: Rockland, Welland, Toronto?
b) Ces villes conservent-elles le même genre d'activités aujourd'hui?
6. «Les francophones n'ont jamais représenté qu'un pourcentage réduit de la population ontarienne totale.» Prouver cette affirmation en se servant des statistiques fournies dans le texte.
7. Quel titre résumerait le mieux les scènes évoquées par les photos de ce chapitre?
8. Photo 1: décrire brièvement et situer l'événement.
9. Photos 2 et 3: les familles nombreuses constituent un trait particulier des familles canadiennes françaises. Pourquoi?

Activité

10. Dresser une courte liste d'ouvrages — monographies, albums, articles de revues ou de journaux — relatifs à l'histoire de sa localité.

Chapitre 2

1. Trouver la signification des mots en italique:
 - a) un réseau *hydrographique*;
 - b) des régions *inexplorées*;
 - c) des navires de *fret*;
 - d) un *potentiel* agricole;
 - e) des voies de *ceinture*;
 - f) un réseau de *tramways*;
 - g) une voiture à *traction* animale.

Note: Le chiffre souligné indique une question ou une activité d'un niveau de difficulté supérieur aux autres.

2. Tracer sur une carte:
 - a) la rivière des Outaouais;
 - b) la rivière Matawa;
 - c) le chemin Yonge;
 - d) la route 17;
 - e) la ligne de chemin de fer du *Great Western*;
 - f) la ligne ferroviaire du Canadien Pacifique dans le nord de la province;
 - g) la ligne du *Temiscaming and Northern Ontario*.
3. À quel genre de voies de communication associe-t-on les noms suivants:
 - a) Rideau;
 - b) Welland;
 - c) Cornwall et Williamsburg;
 - d) Macdonald-Cartier;
 - e) Richmond;
 - f) Ferguson;
 - g) *Grand Trunk*;
 - h) *National Transcontinental*?
4. Énumérer, dans l'ordre, les grandes étapes du développement des voies de communication en Ontario.
5. Dans quel but l'ingénieur J.D. Millar conçoit-il le tracé de lignes blanches sur les routes?
6. Décrire l'activité d'un marché public au début du siècle.
7. Illustrer, par trois exemples, l'utilisation du cheval avant l'arrivée du véhicule à moteur.
8. Nommer deux ressources naturelles qui attirent les prospecteurs et les investisseurs au nord de l'Ontario.
9. Tracer, sur une carte, la route empruntée par un navire voyageant, au milieu du XX^e siècle, entre Thunder Bay et Montréal.
10. Sur quelles lignes ferroviaires voyagent ceux qui, vers 1920, veulent quitter Ottawa pour se rendre à Cochrane et, de là, parvenir à Sault-Sainte-Marie?
11. En quoi les villes suivantes sont-elles différentes:
 - a) photo 25: Sarnia;
 - b) photo 29: Cobalt;
 - c) photo 32: Val Gagné?
12. Dans quelle partie de la capitale canadienne sont surtout concentrés les Canadiens français, au début du siècle?

Activité

13. a) Choisir une voie de communication: canal Rideau, chemin Richmond, ligne ferroviaire du *Temiscaming and Northern Ontario* . . . ;
 - b) en faire le tracé sur une carte;
 - c) situer, sur cette carte, les principaux points reliés par la voie de communication retenue;
 - d) décrire le chantier de construction de la route, du canal ou du chemin de fer choisi.

Chapitre 3

1. Associer à chacune des trois régions de l'Ontario (nord, sud ou est) deux des toponymes suivants:
 - a) Pointe-aux-Roches;
 - b) Vars;

- c) Penetanguishene;
 - d) la plaine du Nipissing;
 - e) les comtés de Prescott et de Russell;
 - f) Lac-Sainte-Thérèse.
2. Quel genre de culture prédomine dans:
 - a) la région du Niagara;
 - b) les comtés de Prescott et de Russell?
 3. À quel moment de l'année le cultivateur effectue-t-il les travaux suivants:
 - a) l'essouchement;
 - b) les labours;
 - c) les chaulages;
 - d) les semailles;
 - e) la récolte de l'avoine;
 - f) la coupe du bois de chauffage?
 4. Quel usage le cultivateur fait-il:
 - a) du suif;
 - b) du fumier;
 - c) de la laine;
 - d) du foin;
 - e) de l'avoine;
 - f) du sang de porc?
 5. a) Que veut dire «faire boucherie»?
 - b) Quand effectue-t-on cette tâche?
 - c) Comment ces viandes sont-elles conservées?
 6. En quoi les tracteurs d'autrefois et ceux d'aujourd'hui sont-ils différents?
 7. Comment récolte-t-on le houblon et le lin?
 8. Nommer des outils ou des pièces d'équipement nécessaires à la récolte du foin et en préciser l'utilisation.
 9. Expliquer sommairement le mécanisme permettant d'actionner une scie circulaire à traction animale.
 10. Quel est l'outillage requis lors de la coupe de la glace?
 11. Dresser une liste des cultures directement destinées à la consommation familiale et celles réservées aux marchés industriels.
 12. Qu'est-ce qui distingue:
 - a) les photos 33 et 38;
 - b) les photos 35 et 37?
 13. En passant en revue les photos de ce chapitre, indiquer deux activités qui, dans la société rurale, semblent réservées:
 - a) aux femmes;
 - b) aux hommes;
 - c) les photos traduisent-elles complètement la réalité?
 14. La photo 54 évoque un moment de l'histoire des techniques photographiques.
 - a) Pourquoi les sujets visés par le photographe sont-ils tournés vers la lumière?
 - b) Pourquoi semblent-ils si figés?
 - c) Dans un court texte, imaginer leur conversation avec le photographe avant la prise de la photo.

Activité

15. Essayer de reconstituer l'horaire d'une journée automnale dans une famille rurale de l'Est ontarien.

Chapitre 4

1. Définir ce que l'on entend par «capitaine d'industrie».
2. Dresser une liste de cinq grandes entreprises engagées dans l'exploitation des forêts ontariennes au tournant du siècle.
3. En quoi consiste le travail des:
 - a) «bûcheux»;
 - b) «doleurs»;
 - c) charretiers;
 - d) «cageux» (floteurs)?
4. Présenter les grandes étapes du développement de l'industrie forestière dans la vallée de l'Outaouais au XIX^e siècle.
5. Quels sont les outils utilisés lors de la coupe du bois, dans l'industrie forestière traditionnelle?
6. Expliquer le mécanisme de fonctionnement du planeur.
7. Qu'est-ce qui différencie le bois de pulpe du bois de sciage?
8. Énumérer les diverses façons de transporter le bois aux scieries.
9. Décrire sommairement le mode de transport du bois au moulin Lecours-Calstock.
10. Comment construit-on une cage de bois?
11. Pourquoi glace-t-on les chemins utilisés par les transporteurs de bois?
12. À quoi servent les sceaux suspendus dans le moulin à scie de la *W.C. Edwards*?
13. En quoi les cours d'eau sont-ils importants dans la mise sur pied des usines de transformation du bois?
14. À quel moment de l'année, et pourquoi, le cultivateur se rend-il aux chantiers forestiers?
15. Décrire en quelques lignes l'intérieur d'un camp de bûcheron.
16. Photos 64 et 66: noter ce qui différencie ces camps de bûcheron.

Activités

17. En consultant un plan de la ville d'Ottawa du début du siècle, situer l'emplacement des installations de la *J.R. Booth*.
18. Dresser un tableau comparé des étapes de travail dans les secteurs suivants de l'industrie forestière;
 - a) bois de pulpe;
 - b) bois de sciage.

Chapitre 5

1. Expliquer:
 - a) Bouclier précambrien;
 - b) gisement métallifère;
 - c) prospecteurs;
 - d) dépôts nickélifères;
 - e) affinage;
 - f) syndicat;
 - g) récession;
 - h) aurifères.
2. Nommer les quatre bassins miniers du nord de l'Ontario et en tracer les contours sur une carte.

3. À quelle entreprise minière chacune des personnes suivantes lie-t-elle son nom :
- | | |
|------------------------|--|
| 1. Samuel Ritchie; | a) Mine La Rose; |
| 2. Francis Clergue; | b) <i>Canadian Mining and Finance Co.</i> ; |
| 3. Noé Timmins; | c) <i>Canadian Copper</i> ; |
| 4. Benjamin Hollinger; | d) <i>Algoma, Iron, Nickel and Steel Co.</i> ; |
| 5. Fred La Rose; | e) <i>Hollinger Consolidated Gold Mines</i> ? |
4. Trouver cinq villes minières et nommer le minerai qu'on y exploite.
5. Associer les villes aux ressources naturelles:
- | | |
|----------------|-------------|
| 1. Marmora; | a) sel; |
| 2. Oil Spring; | b) fer; |
| 3. Windsor; | c) pétrole. |
6. Quel usage peut-on faire:
- du nickel;
 - de l'or;
 - de l'argent;
 - du sel;
 - du fer;
 - du cuivre?
7. Quels métaux attirent les prospecteurs dans le bassin de Sudbury?
8. Quelle découverte technique suscite l'exploitation systématique du nickel?
9. Énumérer les champs d'activité du capitaine d'industrie Francis Clergue.
10. De quelles façons les Canadiens français ont-ils participé au développement minier du nord de la province?
11. Quelles tâches les mineurs sont-ils susceptibles d'exécuter dans les galeries souterraines?
12. a) Décrire les conditions de travail des mineurs.
b) En quoi ces conditions pouvaient-elles être nuisibles à leur santé ou même dangereuses pour leur vie?
13. Tracer le portrait d'un prospecteur type, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles.
14. Pourquoi exploite-t-on une tourbière?
15. Photo 78: décrire l'exploitation d'une carrière avant l'époque de la mécanisation.
16. Photos 80 et 81: à quoi servent ces tours?
17. Photo 89: en quoi ces billots peuvent-ils être utiles dans l'exploitation minière?

Activités

18. Tracer le croquis ou monter une maquette d'une ville minière dans le nord de l'Ontario au début de l'exploitation des mines.
19. Établir une courte bibliographie commentée (3 à 5 titres) sur l'histoire d'une ville minière du Nord ontarien.

Chapitre 6

1. Définir:
- secteurs *primaire, secondaire* et *tertiaire*;
 - décollage* industriel;
 - biens *durables*;

- d) *siège social*;
 - e) *mutuelle d'assurance*;
 - f) *coopérative*.
2. Que recouvrent les concepts de petit commerce et d'industrie artisanale?
 3. Qu'est-ce qui caractérise principalement l'économie ontarienne au début du XX^e siècle?
 4. Pourquoi attribue-t-on à Hamilton le nom de «Birmingham du Canada»?
 5. Pour chacune des villes suivantes, nommer quelques secteurs de production:
 - a) Toronto;
 - b) Welland;
 - c) Oshawa;
 - d) Windsor;
 - e) Cornwall.
 6. Qu'est-ce qui favorise principalement le développement de l'industrie de la construction à Ottawa, à la fin du XIX^e siècle?
 7. Pourquoi les francophones occupent-ils généralement les bas échelons de l'échelle professionnelle?
 8. Quels agents de production retrouve-t-on dans un village rural traditionnel au début du siècle?
 9. Nommer quelques activités exercées par le forgeron, le ferblantier et le colporteur.
 10. À partir des photos, décrire les conditions et les méthodes de travail dans l'industrie textile.
 11. Quel usage fait-on du mica, vers 1900?
 12. Qu'est-ce que le marchand général peut offrir à sa clientèle?
 13. Établir quatre distinctions entre la boucherie d'Alphège Rochon et celle que fréquente votre famille actuellement.
 14. Identifier des outils ou des pièces d'équipement nécessaires au forgeron et en préciser l'usage.
 15. Photo 108: vers quelle époque cette photo a-t-elle été prise? Justifier sa réponse.

Activités

16. Préparer un court historique de l'Union Saint-Joseph.
17. Retrouver, dans son milieu immédiat, des noms d'entreprises commerciales, manufacturières ou artisanales dont la fondation est antérieure à la Seconde Guerre mondiale.

Chapitre 7

1. Définir:
 - a) conscription;
 - b) orangistes;
 - c) syndicalisme.
2. Quelle loi du Parlement britannique donne naissance à la province d'Ontario?
3. À quel niveau de gouvernement, provincial ou fédéral, ont travaillé:
 - a) J. Raoul Hurtubise;
 - b) Aurélien Bélanger;
 - c) J. Arthur Bradette;

- d) Paul Leduc;
- e) Joseph Habel?
- 4. Pourquoi surnomme-t-on le docteur Lacasse le «Lion de la péninsule»?
- 5. Présenter schématiquement les institutions politiques ontariennes.
- 6. À quels partis politiques provinciaux, les francophones accordent-ils majoritairement leur vote entre 1867 et 1945?
- 7. Comment les Canadiens français d'Ontario réagissent-ils à la conscription commandée par le gouvernement de Mackenzie King?
- 8. Qu'est-ce qui amène les francophones d'Ontario à créer l'ACFEO?
- 9. Nommer quelques champs d'intervention de l'ACFEO.
- 10. À quoi les noms de Philippe Landry et de Napoléon Belcourt sont-ils associés?
- 11. Qu'entendent réaliser les chevaliers de l'Ordre de Jacques Cartier?
- 12. À quel journal associe-t-on les noms suivants:
 - a) Flavien Moffet;
 - b) Charles Charlebois;
 - c) Gustave Lacasse;
 - d) L.O. Duhamel?
- 13. Dans quelles villes publie-t-on:
 - a) *Le Progrès*;
 - b) *Le Canadien*;
 - c) *L'Interprète*;
 - d) *L'Ami du Peuple*;
 - e) *La Sentinelle*?
- 14. a) Quel est le nom du directeur du journal *Le Clairon*, en octobre 1913?
b) Quel est la devise de cet hebdomadaire?
- 15. Pourquoi est-il difficile de parler d'un syndicalisme franco-ontarien?
- 16. Qu'est-ce qui explique la présence de policiers à la compagnie Courtauld de Cornwall?

Activités

- 17. Dégager la position prise par l'éditorialiste d'un journal franco-ontarien sur une question d'actualité locale, régionale, provinciale ou nationale.
- 18. Présenter les structures et les orientations d'une unité syndicale active dans une usine de son milieu.
- 19. Préparer une courte biographie (200 mots) d'un homme politique francophone actif sur la scène municipale, provinciale ou fédérale, avant 1950.

Chapitre 8

- 1. Définir:
 - a) *germanophones*;
 - b) *loges orangistes*;
 - c) *pensionnat*;
 - d) *école normale*.
- 2. Établir clairement la distinction entre les écoles séparées et les écoles publiques.
- 3. Pourquoi les écoles bilingues représentent-elles un danger aux yeux des anglo-protestants?
- 4. Qu'est-ce qui amène le gouvernement ontarien à adopter le règlement 17?
- 5. Rappeler les diverses formes de résistance des Franco-Ontariens au règlement 17.

6. Quels moyens prennent les Franco-Ontariens pour prolonger l'enseignement en français au-delà du cours primaire, après l'abolition du règlement 17?
 7. Indiquer deux secteurs où le système d'enseignement séparé accuse des retards après l'abolition du règlement 17.
 8. Qu'est-ce qui amène la fondation de l'École normale de l'Université d'Ottawa?
 9. Comment perçoit-on l'enseignante laïque dans la communauté franco-ontarienne durant la première moitié du XIX^e siècle?
 10. Pourquoi les noms de Jeanne Lajoie, Diane et Béatrice Desloges ont-ils été retenus par les historiens de l'éducation française en Ontario?
 11. Dresser une courte biographie d'un Franco-Ontarien engagé dans la défense des droits scolaires.
 12. Photos 140 et 148: comparer ces photos; établir les distinctions au point de vue du personnel, des équipements matériels et situer les photos par rapport à l'évolution des institutions scolaires fréquentées par les francophones d'Ontario.
 13. Quelle formation académique donne-t-on dans les collèges ou séminaires que fréquentent les Franco-Ontariens?
 14. Décrire une journée de la vie d'un ou d'une pensionnaire.
- Activités**
15. Organiser un débat sur un point litigieux opposant francophones et anglophones en matière scolaire (ex.: règlement 17).
 16. Dresser un schéma du système d'éducation en Ontario, avant 1968.

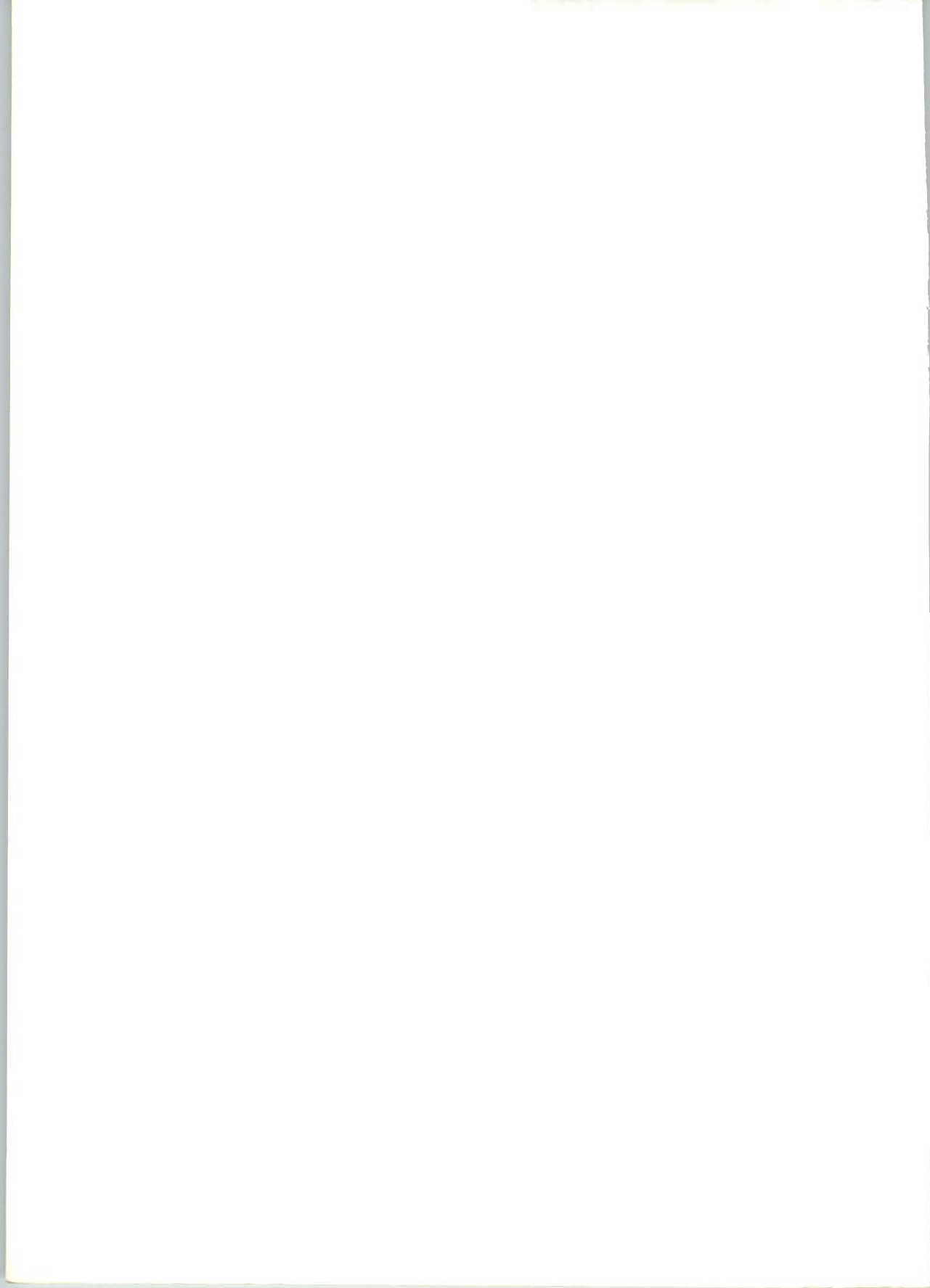
Chapitre 9

1. Définir:
 - a) terres ancestrales;
 - b) spécificité culturelle;
 - c) prières expiatoires;
 - d) Amérindiens;
 - e) fonctions curiales;
 - f) commémoration.
2. Dresser un tableau synoptique des modifications apportées au territoire initial du diocèse d'Ottawa entre 1847 et 1939.
3. Quels objectifs poursuit l'épiscopat canadien français en favorisant la création de nouveaux diocèses vers l'Ontario-Nord?
4. Décrire le rôle du prêtre dans la communauté paroissiale franco-ontarienne.
5. Énumérer quelques-unes des fonctions sociales assumées par le clergé et les communautés religieuses dans la société traditionnelle des francophones d'Ontario.
6. En plus des motifs religieux, qu'est-ce qui incitait un jeune homme ou une jeune fille à entrer en religion?
7. Énumérer les diverses parties d'une église.
8. Par quels moyens matériels souligne-t-on, chez le baptisé et le confirmé, l'importance des sacrements reçus?
9. Décrire l'atmosphère d'une soirée de famille dans la société traditionnelle franco-ontarienne.
10. En quoi la cabane à sucre constitue-t-elle un lieu de loisir?
11. Imaginer un récit intitulé «Le dimanche d'un citoyen».

12. Les objectifs poursuivis par les citadins et les ruraux dans la pratique des loisirs sportifs sont-ils différents? Si oui, dire pourquoi.
13. Photo 181: quelles époques rappellent les costumes des acteurs apparaissant sur cette photo?
14. Décrire les principales étapes *précédant* la première représentation d'une pièce de théâtre.
15. En quoi le Monument national et l'Institut canadien-français d'Ottawa sont-ils des institutions culturelles à la fois distinctes et complémentaires?
16. Nommer des occasions au cours desquelles se produit une fanfare de village.

Activités

17. Choisir une association religieuse, sociale ou sportive dans son milieu et en présenter les structures, les buts et les réalisations.
18. Dégager les principaux éléments de la conclusion de l'auteur et les discuter.



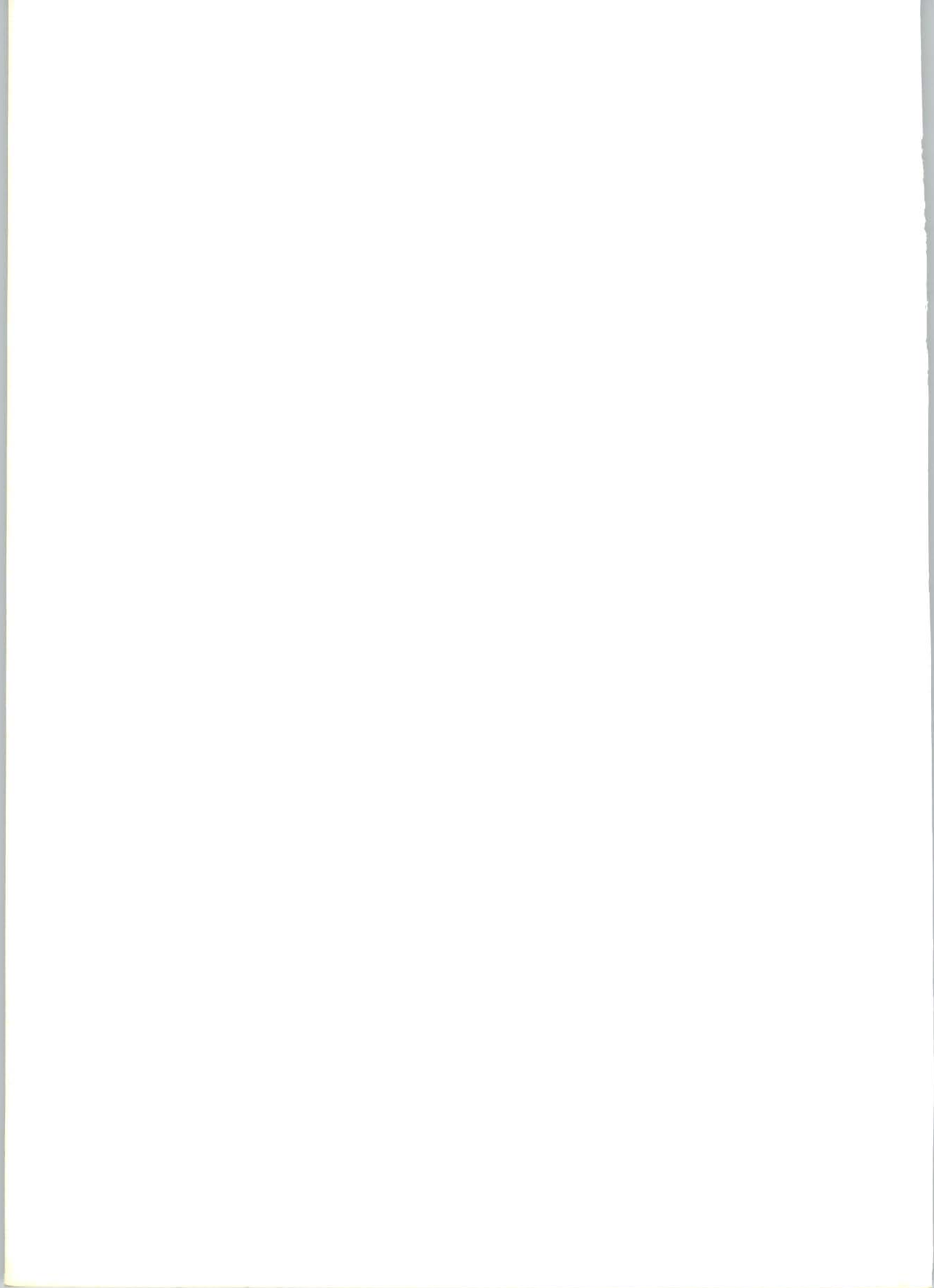
remerciements

Nous remercions les personnes et les organismes suivants pour les droits de reproduction des photographies du présent ouvrage.

Photos n^{os}: 1, 3, 4, 12, 14, 17, 18, 35, 36, 39, 40, 41, 44, 45, 48, 49, 50, 53, 54, 73, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 135, 148, 149, 158, 163, 166, 167, 172, 173, 174, 175, 176, 178, 179, 181: Centre d'activités culturelles «La Sainte-Famille» (Rockland); 2: Thérèse Ouellet (Sault-Sainte-Marie); 5, 30, 37, 43, 60, 74, 186: Mme Henri Côté (Cochrane); 6, 7, 8, 16, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 34, 47, 51, 56, 57, 59, 65, 71, 72, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 85, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 98, 99, 115, 120, 132, 133, 134, 150, 154, 157, 159: Archives publiques du Canada (Ottawa); 9, 86: S.A. Pain, *The Way North. Men, Mines and Minerals*, Toronto, Ryerson Press, 1964; 10: Mme Lucien Labelle (Cochrane); 11, 62, 69, 112, 146, 151, 160, 162, 164: *Album-souvenir du cinquantenaire de la paroisse Notre-Dame de l'Assomption*, Hearst, 1969; 13, 42: Lucie Cantin-Verreault (Hearst); 15: Jean-Paul Turgeon (Hearst); 20: *Journal Northland Post* (Cochrane); 27, 100: Société historique du Nouvel-Ontario, *Histoire de Sturgeon Falls*, «Documents historiques» n^o 12, Sudbury, 1946; 32, 156: Germaine Robert (Val Gagné); 33: Municipalité de Pointe-aux-Roches; 38: Mme Hector Lamarche (Cochrane); 46, 67, 88, 103, 147: Michelle Laflèche (Saint-Albert); 52: R.P. Letendre, paroisse de la Nativité de Marie (Moonbeam); 55, 58, 64, 68, 75: Musée McCord, collection d'archives photographiques Notman (Montréal); 61: Ministère des Ressources naturelles, Relevés géologiques de l'Ontario (Toronto); 63: Rachel Catellier (Hearst); 66, 168: Blind

River Timber Valley Museum; 70: Mme Ernest Génier (Génier); 84: D.M. Le Bourdais, *Metals and Men. The Story of Canadian Mining*, Toronto, McClelland & Stewart, 1957, p. 128; 96, 124, 187: l'Union du Canada (Ottawa); 97, 125, 126, 127, 128: *Journal Le Droit* (Ottawa), 101, 143: Émile Demers (Welland); 102, 114, 116, 123, 130, 182: Maurice Lacasse (Hull); 111: Caisse populaire Notre-Dame d'Ottawa; 113: Société historique du Nouvel-Ontario, *Le Docteur J. Raoul Hurtubise: 40 ans de vie française à Sudbury*, «Documents historiques» n^{os} 58-60, Sudbury, 1971; 117, 118, 119, 121, 122, 136, 139, 141, 142: l'Association canadienne-française de l'Ontario (Ottawa), 129, 180, 183, 185: Centre de recherche en civilisation canadienne-française (Ottawa); 131: Bibliothèque nationale du Canada (Ottawa); 137, 159: R.P. Marc L. Gauthier, paroisse Saint-Jean-Baptiste (Pembroke); 138, 155: Les Clercs de Saint-Viateur, *Galerie canadienne des portraits historiques*, Montréal, 1921, p. 14, 17; 140: Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, section Notre-Dame, *Livre d'or de l'école Guigues*, Ottawa, Imprimerie Le Droit, 1917, p. 79; 144: R.P. Jean Lagacé (Smooth Rock Falls); 145: Club de l'âge d'or (River Valley); 152: Gaetan Vallières (Touraine); 153: Université d'Ottawa; 161: *Journal Le Devoir* (Montréal); 165: Blondine Charbonneau (Vanier); 170: Les Soeurs de la Charité (Ottawa); 171, 177: Robert Charlebois (Timmins); 184: L'Institut canadien-français d'Ottawa

L'éditeur tient à préciser que tous les efforts raisonnables ont été déployés afin d'obtenir les droits de reproduction des documents photographiques du présent ouvrage. L'éditeur ne pourra être tenu responsable de toute référence, attestation ou déclaration erronées de droits de propriété de la part des dépositaires de ces documents, des héritiers des propriétaires ou des personnes ou organismes énumérés ci-dessus.



La collection «L'Ontario français» comprend les ouvrages suivants:

L'Ontario français, historique, R. Choquette

L'Ontario français par les documents, G. Vallières

L'Ontario français par l'image, J. Grimard

Toponymie française en Ontario, A. Lapierre

La voix de l'Ontario (1913-1920), G. Vallières

La voix de l'Ontario, guide d'utilisation, P. Savard et G. Vallières

Atlas de l'Ontario français, G. Vallières et M. Villemure

ISBN 2-7607-0057-7



Éditions Études Vivantes